

Ce document regroupe les textes des différents membres de l'OPMA ayant contribué au débat sur le thème de « la montagne espace de liberté » ayant donné lieu à la lettre n°21 ainsi que l'article de Robert Castel cité à plusieurs reprises et intitulé « "Risquophiles", "risquophobes": l'individu selon le Medef »

Erik Decamp

J'ai imprudemment lancé un certain nombre d'interrogations qui traversent depuis longtemps ma pratique d'alpiniste, et qui ont été réactivées par les réflexions en cours à l'OPMA. Ayant un certain goût pour poser des questions et une incapacité notoire à y répondre (peut-être parce que toute réponse est une fermeture en suspens), j'en serais volontiers resté là, laissant à d'autres le soin de tirer les fils. Mais je me suis laissé dire que c'était à moi de passer de l'interrogation, sinon à l'affirmation, du moins à la *proposition*. Ce qui va suivre est donc fait de propositions pour lesquelles, tu le verras, je me suis largement appuyé sur l'article de Robert Castel "Risquophiles, risquophobes ; l'individu selon le MEDEF", paru dans Le Monde en 2001. Cet article ne parle pas d'alpinisme, mais de la vie en société, donc de politique. Il analyse un point de vue sur le risque exprimé par les représentants du MEDEF d'alors, en montrant, pour faire court, que cette approche "*prend appui sur une représentation manichéenne de l'individu théoriquement inconsistante et moralement et politiquement indéfendable dans un régime démocratique.*"

Lors de sa publication, cet article m'avait semblé important, et m'avait frappé car il me renvoyait à mes propres interrogations sur la signification politique des *discours* que nous tenons sur l'alpinisme. Si l'OPMA est un observatoire des pratiques, il est aussi un observatoire des discours sur l'alpinisme, et un des endroits où un discours se produit. Il me semble légitime d'être attentif à la portée de ces discours et à ce qu'ils transmettent à la société "non grimpeuse" (c'est-à-dire, quand même, à la majorité de la population), délibérément ou à notre corps défendant.

Voici donc des réflexions, des interprétations, pour tenter de comprendre et de faire comprendre la nature de mes interrogations.

Société sécuritaire vs société inquiète

Ce qui pousse à qualifier la société de "sécuritaire"

Lorsque nous parlons de société *sécuritaire*, nous exprimons un point de vue sur la société dans laquelle nous vivons tous. Nous pourrions choisir *sécurisante*, mais il y manquerait la nuance péjorative qui résulte de la proximité avec *autoritaire*, et même *avectotalitaire*. Parler de société sécuritaire, c'est souvent se poser en victime d'un corps social qui nous imposerait intentionnellement (volontairement !) des règles entravant notre liberté.

Il y a un curieux déplacement du mot sécurité à l'adjectif sécuritaire, comme il y a de curieux déplacements de l'autorité à l'autoritaire, ou de l'arbitre à l'arbitraire.

Lorsque nous parlons de société *sécuritaire*, c'est en déplorant qu'il en soit ainsi.

Mes interrogations portent sur ce que nous *disons* vraiment en employant cet adjectif, ou sur ce que l'emploi de cet adjectif nous fait exprimer : que nous ne voulons pas d'une société qui organise notre sécurité malgré nous en nous imposant des règles (qui sont pour l'essentiel l'expression, dans un champ particulier, d'une régulation de la vie en société) ; que nous voulons préserver un territoire à l'abri de ces règles (à l'extrême, cela s'appelle une zone de non-droit et nombreux sont ceux qui fondent leur identité ou leur sentiment de liberté sur le

fait de disposer à leur guise d'un territoire ou d'un champ d'activité échappant à un degré ou à un autre à la loi commune).

Mes interrogations portent aussi sur la société à laquelle nous pouvons sembler aspirer, et sur ce qui qualifierait la société de nos rêves : libre, responsable, courageuse, qui se lève tôt, autonome, privilégiant l'initiative et la réalisation individuelles.

Enfin elles portent sur ce que nous pouvons sembler avoir à proposer face à ce caractère sécuritaire que nous déplorons : une société plus libérale, plus risquée, plus individualiste, moins solidaire.

L'ambivalence de la position que nous exprimons

Je crois qu'aucun d'entre nous ne va, au fond, dans le sens que je viens de décrire. Mais je crois aussi que, lorsque nous plaçons sous le soupçon de "sécuritarisme" notre réflexion sur la manière dont notre société tente de mettre en actes la relation entre responsabilité individuelle et solidarité, entre autonomie et réglementation, nous ouvrons la voie à des interprétations politiques qui retentissent bien au-delà du jardin d'où la question est partie : l'alpinisme.

C'est pour moi une raison suffisante de ne pas privilégier cet adjectif, *sécuritaire*, comme point de départ d'une réflexion. Il me semble en effet que, loin d'être une simple hypothèse ouvrant à des questionnements critiques, cet adjectif est déjà un postulat puissant, un pré-jugé qui ne va pas de soi.

Sous le signe de l'inquiétude

Cette réflexion sur l'emploi du mot sécuritaire ne dispense pas de s'interroger sur la manière dont notre activité, l'alpinisme, est influencée, contrainte, notamment par le cadre juridique dans lequel elle s'inscrit. Producteurs de discours, il me semble important que nous sachions qualifier de la manière la plus juste possible ce qui, dans ce que cette société met en place, nous pose problème.

Nous vivons en montagne la jouissance choisie de l'inquiétude.

Nous sommes perçus comme des gens pratiquant une activité risquée, tout en étant préoccupés de sécurité.

Nous sommes perçus comme des gens réfléchis, pratiquant une activité que toute personne réfléchie devrait d'abstenir de pratiquer ("sois prudent, encore que la prudence serait de ne pas y aller") si l'on s'en tient à des normes socialement acceptables.

Nous sommes perçus comme des gens pratiquant une activité qui exige des qualités de vigilance exceptionnelles, mais quelque chose dans notre désir de parcourir la "ligne de crête" que nous avons choisie, reste pour beaucoup incompréhensible.

Nous sommes perçus comme des gens soucieux d'évaluer correctement leur limites tout en n'ayant de cesse de les transgresser.

Ces paradoxes inquiètent, au sens où ils bousculent les repères communément admis, désorientent, créent une dissonance.

Il se trouve que nous inquiétons une société déjà inquiète. Interroger l'inquiétude, ce n'est ni reprocher ni déplorer l'inquiétude, c'est seulement tenter de comprendre comment concilier l'inquiétude de l'autre (des autres) et notre goût pour les "lignes de crête", puisque nous devons vivre ensemble avec des règles communes.

Société sécuritaire vs société à risques

V. Boudières, a proposé de parler de société à risque plutôt que de société sécuritaire.

"Il y a risque et risque"

Castel : *"Il y a peu de choses en commun entre ceux qui prennent des risques à partir d'une condition sociale solide en faisant souvent payer à d'autres le prix de leur héroïsme, ceux qui risquent le dos au mur et payent de leur personne parce qu'ils n'ont pas d'autres ressources à mobiliser, et aussi ceux qui hésitent à prendre des risques - de perdre leur emploi par exemple - parce qu'ils savent que, comme à la roulette russe, s'ils perdent cela, ils perdent tout."*

Il y a risques et risques parce qu'il y a individus et individus différemment dotés de ressources pour faire face aux risques."

Le risque acceptable

Cette idée qu'il y a risque et risque me semble une piste de réflexion pour comprendre les rapports au risque que traduit la société, et la diversité des rapports au risque qui s'expriment dans ce que la société qualifie de "pratiques à risque". Dont nous faisons partie, que ce soit avec fierté ou en déplorant que cela conduise à des règles qui nous entravent.

Pour tenter d'avancer, je reprends ici des expressions concernant le risque qui pourraient bien constituer autant de propositions, de manières de voir le risque, et peut-être d'en comprendre les pratiques.

"Prendre des risques à partir d'une condition sociale solide".

On peut penser que chacun de nous a la capacité d'accepter une certaine "dose" de risque, et que cette capacité trouve à s'exercer dans les différents champs de la vie. Nous pouvons prendre des risques dans la conduite de notre vie affective, dans la vie professionnelle, dans des activités comme l'alpinisme. Que quelqu'un se trouve "saturé d'inquiétude" dans un des champs de sa vie, et l'on peut s'attendre qu'il résiste à l'idée de prendre des risques dans les autres champs. Qu'il ait des appuis sûrs dans une grande partie de sa vie, il pourra d'autant plus volontiers se risquer ailleurs. On attribue la "création" de l'alpinisme à des aristocrates anglais, gens nantis, éduqués, et qui plus est conscients d'appartenir à une grande puissance, qui pouvaient se permettre la gratuité.

"Risquer le dos au mur".

La capacité à prendre un risque peut aussi résulter d'une situation où quelqu'un n'a que soi-même (son corps, sa vie) à mettre en jeu pour se donner une chance de s'en sortir. Lorsque le rideau de fer séparait encore l'Europe en deux, les alpinistes des pays de l'Est faisaient preuve d'une stupéfiante audace.

"La roulette russe"

Accepter une prise de risque consiste parfois à s'en remettre à la chance ou au jugement de Dieu. L'ordalie est grecque et la roulette est russe. De l'influence de nos cultures.

"Hésiter à prendre des risques".

Prendre un risque consiste parfois à accepter de se mettre en déséquilibre. Il y a de quoi hésiter si nos appuis de départ ne sont pas perçus comme solides, et si nous ne voyons pas ce que sera notre nouvel équilibre.

"Accepter de s'avancer dans l'incertitude, de décider en avançant"

Ce qui se joue dans la capacité à prendre un risque tient parfois à notre rapport à l'incertitude, à notre peur de l'inconnu ("la terreur de l'incalculable comme arrière-instinct de la science", a écrit F.Nietzsche), à notre attirance ou notre crainte vis-à-vis des situations dont nous ne pouvons maîtriser les paramètres. Avancer dans l'inconnu s'accommode mal de l'inquiétude. Nous voyons tous les jours des montagnards suspendus "en temps réel" aux moindres soubresauts des prévisions météo qui soulagent de l'inquiétante nécessité "d'aller voir".

"Prendre des risques, résoudre un problème risque"

Rationalisée, la prise de risque est parfois vue, dans sa pratique et dans le plaisir qu'elle procure, comme une résolution de problème. Elle demande de l'anticipation, de la préparation, de l'initiative, de l'engagement, et c'est cela que l'on valorise à travers elle.

"Etre acteur de sa propre sécurité"

Notre rapport au risque signe aussi notre manière de vivre en société. Si je suis à même d'être, en montagne, acteur et responsable de ma propre sécurité, je ne suis pas sûr que cela me donne le droit d'en faire une norme ou la mesure d'un jugement de valeur commun à tous.

"Voir le risque sous l'angle de la vulnérabilité"

Cette proposition me semble intéressante à deux titres : d'une part parce qu'elle invite à envisager que la capacité à prendre des risques pourrait être un goût pour l'exploration de nos fragilités ; d'autre part parce que, collectivement, elle peut suggérer que les réactions de la société vis-à-vis de nos pratiques seraient celles d'un organisme dans les plaies duquel on remuerait le couteau.

"Chaque fois qu'un individu tente d'aller au-delà des limites humaines ordinaires, nous retrouvons le même sentiment de tension, de danger.(...) Ce qui fait notre rareté est cela même qui nous fragilise. Notre point fort est le siège exact de notre faiblesse" (Jean Claude Carrière, "Fragilité")

La tentation du jugement moral

Je cite à nouveau Robert Castel qui, dans son champ de réflexion pose, me semble-t-il en des termes fort justes, la tentation du jugement moral qui perce à travers les discours valorisant la capacité à prendre des risques.

Castel : *"Mais dans un univers où le risque règne de toute éternité comme le principe suprême de la valeur, on conçoit que la seule manière de distinguer les individus soit, ici aussi, de l'ordre du jugement moral. Le rapport au risque clive alors deux populations d'individus, « ceux qui acceptent le risque, le revendiquent, assument leur condition d'animal voué au risque, et ceux qui le refusent, l'évitent, cherchent à se protéger - les courageux et les frileux ».*

Ce sont là de bien plates évaluations. Non point que l'être humain ne joue souvent sa dignité et son honneur sur sa capacité à affronter des risques ou à en prendre. Je n'ai pas d'intérêts dans les assurances et je suis autant que quiconque extrêmement critique à l'égard des obsessions sécuritaires et du souci éperdu de précautions qui caractérisent notre époque. Mais Thomas Hobbes, qui n'était pas un penseur tiède, avait déjà bien vu que l'homme ne peut survivre aux risques mortels de l'existence sociale sans un minimum de sécurité et de protection. Il avait compris aussi que seule la référence à la loi et une présence forte de l'Etat

peuvent assurer au plus grand nombre ce minimum de sécurité contre une concurrence exacerbée qui fait de l'homme un loup pour l'homme."

Société sécuritaire vs société de l'assurance

Nous distinguons opportunément, dans notre vocabulaire d'alpiniste, "l'assurance" de "l'assurage" ; l'assurage est un processus permanent pour tenter d'être plus en sécurité, l'assurance est la recherche d'une compensation à une histoire qui aurait mal tourné.

Lorsque nous disons "assurer", nous voulons dire "bien agir" là où d'autres imaginent "risque zéro".

Lorsque nous parlons de donner, de prendre ou d'avoir de l'assurance, nous nous plaçons essentiellement dans le registre de la confiance, et pas dans celui de l'ouverture généralisée des parapluies.

Nous vivons dans une société qui, à bien des égards, est en train de s'en remettre aux assurances, y compris dans des domaines qui, comme la santé ou la retraite, relèvent jusqu'à présent, dans notre pays, de principes de solidarité et de redistribution des richesses.

Les questions sur le secours en montagne s'inscrivent dans le même mouvement et le principe de l'assurance est en train de régir de plus en plus systématiquement notre rapport au risque. La valeur sociale de notre activité est de montrer que ce n'est pas le seul rapport possible.

Espace de liberté

Généralement, je ne comprends pas bien ce que l'on entend par "espace de liberté" ; lorsque je crois comprendre, je crains le pire. Pour être tout à fait clair, lorsque cet "espace de liberté" côtoie la "pureté des cimes", je commence à voir les chemises virer au brun.

Lorsque j'entends des déclarations sur la nécessité de réserver des sites où il faut faire de l'alpinisme comme ci et pas comme ça, je trouve assez cocasse de mettre en rapport la référence à l'espace de liberté et la tentation (compréhensible, justifiée à certains égards) de normaliser son usage. Il me semble que la deuxième hante souvent la première, transformant l'espace de liberté en "espace de ma liberté à moi", voire même "l'espace où j'impose mes règles aux autres".

J'entends parfois, derrière l'espace de liberté, une dénomination qui flatte le désir de se sentir appartenir à une élite, à une aristocratie du risque.

J'aimerais entendre dans cette liberté une notion qui puisse contribuer à faire "respirer" la vie en société, mais je ressens plus souvent la référence à une liberté à travers laquelle on aspirerait à se placer en-dehors, ce qui est très différent.

Je me demande de quoi on entend se libérer en se référant à l'espace de liberté, et je crains fort qu'il s'agisse de s'affranchir de la loi commune.

Je me demande quelles valeurs on entend promouvoir à travers ce terme. J'y vois, en positif : l'initiative, la responsabilité, la solidarité, l'engagement, l'autonomie. En creux : l'individualisme, la loi du plus fort, le mépris envers ceux qui "n'osent pas".

L'idée de liberté est fort ambivalente : la liberté est comprise parfois en termes de responsabilité (prise, assumée), mais aussi souvent en termes de caprice (je fais ce que je veux).

L'étiquette "espace de liberté" est certes flatteuse pour nous, et elle n'est pas fautive au sens où ce qui fait le sel de l'alpinisme est la tension entre cet environnement qui impose de fortes contraintes, et la liberté que j'y exerce, celle d'y aller ou pas, comment, avec qui, et pourquoi. Elle est problématique au sens où elle charrie avec elle bien d'autres choses.

Ce que nous transmettons

Je pense que cette position apparemment consensuelle qui consiste à se réclamer, au sujet de la montagne, d'un espace de liberté, pose notamment le problème de savoir comment cette notion est comprise par ceux qui ne pratiquent pas l'alpinisme, et par ceux qui sont amenés à légiférer sur notre pratique. Il me semble qu'il y a là une source de malentendus qui peuvent se retourner contre nous.

Je suis guide, et en tant que tel je me préoccupe de ce que je transmets. Si je brandis que cette montagne est la liberté, j'aurai du mal à faire comprendre pourquoi elle me barre parfois le chemin par ses dangers. Si je dis qu'elle est la liberté, j'aurai du mal à faire comprendre qu'il convient d'y respecter des règles de sécurité. Si je dis qu'elle est la liberté, j'aurai du mal à faire comprendre pourquoi, en cordée, il faut parfois renoncer ou nous contraindre parce que nous avons une responsabilité à l'égard de nos compagnons. Si je n'ai en tête que cette chère liberté, je ne suis peut-être pas, moi-même, en bonne posture pour certaines décisions.

J'aimerais faire une expérience qui consisterait à tester quelles idées évoquent des images d'alpinisme, pour une population qui n'en fait pas. Nous pourrions choisir un ensemble d'images : free ride, escalade, haute montagne plutôt facile, quelqu'un sur un joli sommet, alpinisme difficile, mauvais temps, trek, etc... Nous pourrions choisir un ensemble de mots : liberté, responsabilité, risque, danger, sécurité, plaisir, anticipation, autonomie, beauté, grandeur, peur,... Nous pourrions demander d'associer à chaque image un mot, en offrant bien sûr la possibilité d'évoquer des mots que nous n'aurions pas prévus, Nous pourrions faire le même test avec une population d'alpinistes. J'aimerais voir ce qu'il en ressort, et en quoi cela peut contribuer à nous faire comprendre comment *mieux* parler d'alpinisme pour être entendus.

Je ne suis pas du tout sûr qu'il faut mettre l'accent sur "l'espace de liberté", si nous voulons articuler correctement notre pratique et la société. Je ne suis même pas sûr, en tous cas en ce qui me concerne et ce que j'y vis, que ce soit la référence la plus appropriée pour qualifier l'espace de l'alpinisme.

A nous de trouver de quoi cet espace est, et comment le qualifier pour faire comprendre l'intérêt qu'il y a à le respecter, et l'intérêt qu'il peut y avoir, pour tous, à ce que quelques-uns y trouvent leur accomplissement.

Ambivalences

Authenticité, mythification

L'authenticité ne peut être authentique que tant qu'elle ne se pose pas comme telle. Voir l'effet que produit celui qui se dit "humble". Sinon, l'invocation de l'authenticité relève de la mythification.

Dérogação, transgression

Solliciter des dérogations ou prendre le risque de transgresser.

Sécurité, liberté

C'est la tension entre les deux qui est intéressante, pas le fait d'être entièrement dans l'un ou dans l'autre.

Question mark

D'où ma question de l'autre jour : comment peut-on être alpiniste et de gauche ? (vu qu'en général ce qu'on trouve a en dire va plutôt, qu'on le veuille ou non, dans le sens des poils de droite)

Nicolas Savelli

La montagne : espace de liberté. Le simple titre pose en lui-même déjà quelques questions. D'abord, sa ponctuation est intrigante. Selon ma prise de note elle-même issue de mon interprétation de la parole de Bernard Amy, il n'y aurait pas de point d'interrogation. Nous serions donc en présence d'une affirmation et non d'une interrogation, ce qui signifie que nous devrions dès lors traiter du « en quoi » la montagne est un espace de liberté et non de la question rhétorique « *oui ou non la montagne est-elle un espace de liberté ?* » Et puis viennent alors les traditionnelles questions du géographe et du philosophe : de quel espace parlons-nous, comment le définir et qu'est-ce que la liberté ? Nous ne nous attarderons pas sur les deux premières (ce n'est pas notre problème central dans le cas présent) ; bien que le sujet nous invitera nécessairement à nous poser la question « qu'est-ce que l'alpinisme », ce à quoi nous tenterons de répondre partiellement (s'il était possible de donner une réponse totale, cela se saurait et nous ne discuterions pas du sujet !), nous ne nous attarderons pas plus qu'il ne faut sur la définition de la haute montagne, élément naturel support de notre activité. Quant à la liberté, là encore nous laisserons généralement de côté les grandes questions « métaphysiques » (il y a des grands penseurs paraît-il pour cela, qu'ils travaillent donc la question !), mais nous définirons cependant ce que nous sous-entendons selon ce terme, qui peut mais ne doit pas être un « fourre-tout ».

Les angles d'attaque du sujet sont extrêmement nombreux et nous allons donc ici le traiter à partir d'une question formulée par Erik Decamp : « *peut-on être alpiniste et de gauche ?* » Il s'agira dès lors de faire le lien entre cette question et notre sujet. Pour cela, il nous semble important de souligner l'interrogation qu'il comporte de manière sous-jacente : lorsque nous pratiquons l'alpinisme, sommes-nous libres ?

« Alpinisme et politique »

Tel était le titre d'un article de Jean Bocognano en 1977, preuve que l'association des deux, paraissant saugrenue au premier abord, n'est pas nouvelle. Saugrenue elle ne l'est pas pour plusieurs raisons. D'abord, nous savons bien que l'alpinisme était une activité mise en exergue par certains régimes comme le nazisme (la première de la face Nord de l'Eiger ayant été « offerte » à Hitler), le communisme (la Chine tente actuellement de s'octroyer pour elle seule le droit d'accès au sommet de l'Everest afin d'y faire passer la flamme olympique des JO de Pékin ; dans la mesure où le sommet n'est même pas sur son territoire et dans le contexte de ses agissements au Tibet, la symbolique de cette action est extrêmement

puissante... et dangereuse) ou le fascisme (ce lien est très bien mis en valeur par Zuanon¹ : l'alpinisme était vénéré par le régime de Mussolini qui soulignait le caractère « *formateur et éducatif* » de l'alpinisme comme « *une étonnante école de persévérance sur le plan physique et moral* » -SELLA-).

Le lien est également effectif dans la mesure où la politique régit le domaine de la montagne, que ce soit ceux qui y vivent, qui y travaillent ou qui viennent y séjourner. Par ailleurs, les deux sont amenés à être comparés, assez astucieusement à mon avis, par Noam Chomsky puisque pour lui, « *le progrès dans les affaires humaines est un peu comme l'alpinisme, vous voyez un sommet, vous peinez à y monter et soudain vous découvrez que plus loin se trouvent d'autres pics que vous n'aviez peut-être pas imaginés* ». Il me semble que c'est dans cette direction que s'oriente la réflexion initiée par Erik Decamp : **la conception et la perception qui induit par ailleurs notre comportement d'alpiniste peut-elle se retrouver dans nos opinions politiques ?** Le fait d'avoir un certain rapport au risque par sa pratique de l'alpinisme conditionne-t-il une meilleure intégration (dans le sens « trouver sa place ») dans notre société qui, elle-même, semble souffrir et mal s'accommoder de l'omniprésence du risque au quotidien ? Cela nous amène à devoir expliquer quelle est l'essence même de notre activité.

Qu'est-ce que l'alpinisme ?

L'alpinisme est une activité sportive de « pleine nature » se déroulant dans un milieu fini, la haute montagne alpine. Nous y retrouvons d'abord l'idée d'effectuer une ascension sur un haut lieu (au sens propre) qui peut être un col ou plus généralement un sommet. Cette ascension s'effectue donc en milieu de haute montagne, milieu n'étant pas caractérisé par son altitude (ou alors uniquement à l'échelle d'un massif donné) mais plutôt par son paysage typique qui conjugue la neige, la glace et le rocher en particulier. Enfin, cette ascension s'effectue le plus souvent à l'aide d'un matériel caractéristique permettant la sécurité (dont l'habillement pour le bien-être en fonction des conditions climatiques) d'une part et la progression d'autre part. Il y a à travers le terme générique d'alpinisme différentes sous-activités (au sens d'une spécialisation mais en aucun cas d'une hiérarchisation des pratiques entre-elles) dont on dit qu'elles sont plus ou moins à risque. Néanmoins il va de soi que **quel que soit le degré de risque dans l'activité, nous sommes tous alpinistes** lorsque nous grimpons.

En effet, l'alpinisme sans risque n'est pas de l'alpinisme dans le sens où, en haute montagne et pour diverses raisons (que nous ne développerons pas ici puisque elles sont bien connues des pratiquants), **le risque zéro n'existe pas. Ainsi, s'il y a « objectivement » risque zéro, nous sommes dans le cadre d'une pratique différente** (randonnée pédestre ou escalade par exemple). « *L'alpinisme est une aventure en montagne et avec elle, dont la mort fait partie du paysage. Le rapport à la mort n'est certes pas indifférent mais il vient après comme sa limite* » (Paul Keller, lettre de l'OPMA N°18). Le risque est un élément qu'il faut nécessairement intégrer à la définition de l'alpinisme, qu'il soit infime ou extrêmement important. La limite est également omniprésente dans les discours d'alpinistes, éventuellement sous diverses formes même, par exemple chez Erik Decamp lorsqu'il parle de « *jeu avec la ligne de crête* ». C'est donc, à partir de cette notion de risque, que nous allons interroger la place de « l'individu alpiniste » (ainsi que les valeurs qu'il défend) dans notre société.

Danger, risque, vulnérabilité : application de la notion d'hubris à l'alpinisme

¹ ZUANON Jean-Paul, année inconnue, *Du bolletino del CAI à la revue Le Alpi, de la socialisation à l'endoctrinement*, 10 pages

L'alpinisme est classiquement intégré par notre société dans les « sports à risque » quand ce n'est pas, du moins pour certaines sous-pratiques composant l'alpinisme, dans les « sports extrêmes ». Comme le soulignent très justement Soulé et Corneloup², il existe quelques « *approximations inhérentes à quelques sous-entendus notionnels* » de ce concept. Ainsi, dans le sens commun, « risque » et « danger » sont des synonymes, des équivalents. Pourtant, il s'agit bien de **différencier le danger, qui est une menace et donc une possibilité estimable qu'un accident se produise, du risque, qui est la manière dont on appréhende le danger** (Kates et Kasperson, 1983). Le risque est donc une construction de l'esprit (Beck, 1999) ce qui signifie d'ores et déjà que la classification largement usitée en alpinisme de « risque objectif » et de « risque subjectif » est une dénomination galvaudée : **le risque ne peut être que subjectif, il n'est que la matérialisation d'un aléa concernant un enjeu** (donc les hommes). Il faut donc évoquer l'opposition entre les « dangers objectifs » (définis par Zsigmondy, 1886) et « subjectifs », qui, nous le verrons, renvoie à la problématique de l'élimination du danger par une morale sociale.

Par exemple, prenons l'échelle codifiant le degré (terme subjectif au possible !) de risque pour les avalanches, et plus particulièrement le « risque 3 ». C'est le risque médian, numériquement (l'échelle allant de 1 à 5) et textuellement (par l'explication « officielle » apposée en face du chiffre 3), une limite signifiant un risque marqué mais pas trop en quelque sorte, ce qui le rend de ce fait « acceptable ». Plus ou moins consciemment, au-dessus le risque est trop élevé et c'est donc trop dangereux et en-dessous, ça ne l'est pas et on est en sécurité : voici le raisonnement malsain et périlleux que l'on peut entendre et constater chez certains pratiquants. Et quand il y a risque 3 alors... ? L'évaluation est personnelle mais force est de constater que généralement, le risque induit est accepté par les pratiquants avec un semblant de prudence car on est tout de même sur la limite... ! Et il se trouve que psychologiquement, la confirmation du bon choix s'effectue plutôt *a posteriori* (!!!) puisqu'il est validé (ou non) par la survenue (ou pas) de l'aléa : ici l'avalanche.

Ainsi se pose de manière assez frontale la question de la conscience de la vulnérabilité puisque l'on « *interpelle directement nos capacités de mise en problème du risque et par conséquent nos capacités de réponse* » (Boudières, 21/01/2007). **Le risque se comprend donc par le rapport qu'entretient l'individu avec l'incertitude, et c'est un point d'achoppement qui rend notre activité peu intelligible pour l'ensemble de la société contemporaine**, nous y reviendrons. Et c'est donc par ce rapport que nous relierons politique et alpinisme. Seulement, l'inflation de la part du domaine juridico-institutionnel dans les « affaires » de la montagne, au détriment des fédérations notamment, ne semble pas compenser la dérive institutionnelle (l'institution désignant entre autre « *l'ensemble des habitudes collectives et des manières de penser et d'agir plus ou moins conscientes et formelles*³ »). Cette dérive se matérialise à nos yeux par l'expression de la volonté de transformer « un espace de liberté » (en postulant ainsi qu'aujourd'hui, la haute montagne en est un, postulat que nous étayerons plus tard dans le développement) en un « espace de non-droit » opposable au « monde d'en-bas » ou *a contrario*, en un espace avec strictement les mêmes règles et le même mode de fonctionnement que le reste du territoire national.

Or justement, comme si le sort s'acharnait sur ces pauvres alpinistes, il se trouve qu'au cours du vingtième siècle, « *un nombre croissant de gens s'est trouvé impliqué dans cette curieuse affaire qu'est l'ascension des montagnes, y apportant matériels, argent et idées de toutes sortes* » (je dirais même idéologies). Il se trouve alors que « *le désert de roc et de glace*

² SOULÉ B. et CORNELOUP J., 2007, *Sociologie de l'engagement corporel, Risques sportifs et pratiques « extrêmes » dans la société contemporaine*, collection Cursus, Armand Colin, 216 p.

³ SEIGNEUR V., 2006, *Socio-anthropologie de la haute montagne*, collection Sociologies et environnement, L'Harmattan, 312 p.

n'est plus désert, et que l'alpinisme découvre qu'il est un fait social parmi d'autres dans un univers où il a à faire sa place » (Edito de la revue « Le Passage » N°2, 1978). Or bientôt 30 ans après, cet état de fait n'a semble-t-il toujours été assimilé par tous... ! Et comble de malchance pour cette activité caractérisée par la présence d'un risque, ce concept se caractérise par sa subjectivité et l'intégration en son sein de la **variabilité des opinions** : devant une même situation, différents alpinistes, à compétence égale supposée (un même diplôme par exemple), ne porteront pas le même jugement et ainsi, ils n'auront pas la même appréciation du risque puisqu'ils ne ressentent pas à l'identique leur vulnérabilité. C'est en cela que la notion d'*hubris* est porteuse et qu'elle nous semble bien s'appliquer à l'alpinisme puisque comme le soulignent Soulé et Corneloup, elle n'intègre « *qu'une seule et même modalité d'engagement corporel qui peut ainsi être vue de manière contrastée* ». C'est avec cette notion d'*hubris* que « l'espace de liberté » prend tout son sens. La suite de ce développement se veut ainsi être une très modeste contribution aux efforts nécessaires de la communauté alpinistique pour rendre intelligible notre activité, pour elle-même d'abord mais surtout pour les non-alpinistes. Ces efforts visent clairement à préserver, dans le sens où il sera défini, notre espace de liberté.

Que souhaiterions-nous signifier par l'expression « la montagne, espace de liberté » ?

Pour débiter, il nous faut souligner que **le sentiment de liberté est à distinguer de la liberté elle-même**. L'expérience courante de la liberté est un sentiment intérieur très simple que l'on pourrait résumer par le fait d'avoir le sentiment de faire ce que l'on veut, où l'on veut et quand on le veut. Selon Descartes, un homme lucide pourrait même choisir l'absurde, l'insensé, et ce contre lui-même. Ce sentiment de liberté est couramment revendiqué par les alpinistes. Or si c'est en ce sens qu'ils revendiquent « un espace de liberté », c'est-à-dire faire ce qu'ils veulent dans leur milieu de pratique (parce qu'il serait en marge suite à son isolement par rapport aux centres névralgiques de la vie sociale et économique de notre société), c'est-à-dire ce que la société leur interdit de faire ailleurs au quotidien (les privant alors selon eux de leur liberté), alors ils se trompent d'une part et laissent poindre un grand danger d'autre part.

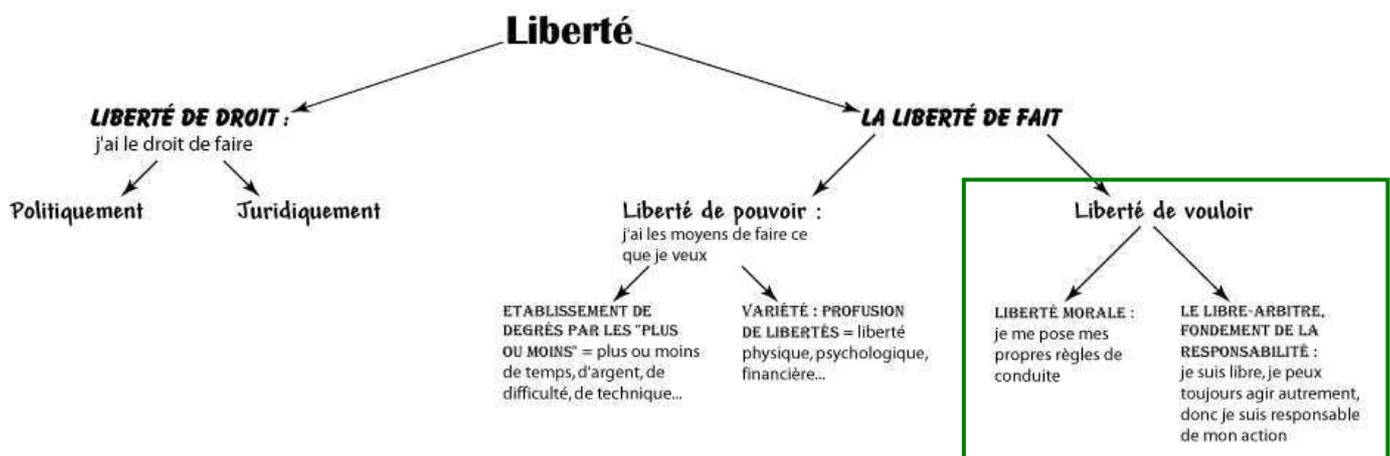
L'erreur vient donc d'abord de la confusion entre liberté et sentiment de liberté. En effet, que ce soit pour nos idées politiques ou notre manière de pratiquer l'alpinisme (c'est en fait vrai plus généralement pour l'ensemble de la manière dont nous conduisons notre existence), **tout est déterminé par notre environnement culturel et social, soit nos influences**. Ensuite, fort de cela, l'individu fonde sa propre réflexion. Il existe donc une forme de déterminisme dans nos choix ; pourtant, évoquer et souligner ce déterminisme n'est en rien synonyme de conditionnement (terme renvoyant aux réflexes dont les chiens de Pavlov ont démontré l'exemple) ni de fatalisme (la fatalité étant la nécessité absolue d'un événement or par exemple, si un homme est emporté par une avalanche, il n'y perdra pas nécessairement la vie). Bref, **la liberté ne peut s'exercer que dans un monde (partiellement) déterminé, sans quoi il faudrait admettre que tout ce qu'il se passe autour de nous ne serait dû qu'au simple hasard... !**

Le grand danger précédemment évoqué réside dans le fait que **notre société tend à rendre responsable l'individu et lui seul au nom de l'existence du libre-arbitre**. De ce fait, et ceci est encore accentué par la progression de la sphère judiciaire au sein de nos activités, l'individu sera le seul et unique coupable. C'est pourtant ce qui est dénoncé par une majeure partie du microcosme des alpinistes, comme par exemple lors de la condamnation du guide D. Forté suite à l'avalanche des Orres⁴ (Crête du Lauzet) qui avait laissé le sentiment

⁴ Le 23 janvier 1998, sous la Crête du Lauzet (à proximité des Orres, Hautes-Alpes), une avalanche balaye un groupe scolaire parti faire de la raquette à neige et fait 11 morts. Le 13 janvier 2000, le tribunal correctionnel de

que seul le guide avait « porté le chapeau » alors que l'entière responsabilité de l'accident ne reposait pas que sur sa personne. Ce que dénonce les connaisseurs de la montagne ainsi que les professionnels est donc la recherche systématique des responsabilités en cas d'accident. Pourtant, **l'alpiniste réclame haut et fort à la société sa liberté. Or là se situe le danger.** En effet, si la société et le législateur affirment autant que les hommes sont libres, c'est bien afin de pouvoir les juger moralement et les punir lorsqu'ils commettent une erreur. La raison de ceci est fort simple : si l'erreur était imputable uniquement à l'éducation et la formation ou à l'environnement social et économique, c'est la société qui devrait être punie et non l'auteur de l'erreur. Dans la réalité des faits, nous sommes systématiquement dans le cas d'une co-présence⁵ de facteurs dont certains, nous l'avons déjà dit, sont hautement subjectifs voir inconnus de la connaissance humaine (si l'ensemble des connaissances en matière d'avalanches était acquises, nous le saurions !). Bien que des méthodes soient développées pour faciliter le choix (telle la méthode 3x3 de Werner Munter pour les avalanches), le moment d'indétermination, d'indécision (que l'on appelle liberté d'indifférence) qui est fréquent lorsqu'un alpiniste doit effectuer un choix (et *a fortiori* un guide), est très mal compris par la société civile qui ne supporte pas ce que l'on pourrait en fait assimiler à une impuissance ou incapacité à choisir. Pourquoi ? Parce que **les principes énoncés par Leibniz restent probablement la seule manière de concevoir la vie : tout se calcule, il n'y a pas de place pour l'incertitude, l'inconnu, dans notre société moderne.** Or cette société, et là il existe bel et bien un lien avec la politique, ne supporte pas l'incertitude (d'où sa demande de sécurité) pas plus que les marchés financiers d'ailleurs. Il suffit pour s'en convaincre de se référer par exemple à la crise de la fin août 2007 liée à l'affaire des *subprime* ou au rejet, en France particulièrement, de la directive de Frits Bolkestein lors du débat sur l'entrée en vigueur du Traité Constitutionnel Européen. En conclusion, si nous nous référons par exemple à la situation subie et dénoncée par les guides de haute montagne (qui doivent se présenter de plus en plus régulièrement devant les tribunaux), alors **les alpinistes n'ont absolument pas intérêt à revendiquer, en ce sens précisément, leur liberté absolue.**

C'est un constat, certes douloureux, qui vise à souligner le mensonge pernicieux qu'est l'illusion provoquée par le sentiment de liberté. Ceci est ici appliqué à l'alpinisme mais est valable partout et à n'importe quel instant et ce depuis fort longtemps comme le souligne Friedrich Nietzsche⁶ : « *si l'on a conçu les hommes libres, c'est à seule fin qu'ils puissent être jugés et condamnés, afin qu'ils puissent devenir coupable...* ». Ainsi nous retiendrons comme le sous-entend Alain, que la liberté c'est « *non pas faire ce qu'on veut, mais vouloir ce qu'on fait* »⁷. En cela, la montagne est bien un espace de liberté. Cela nous renvoie donc aux dichotomies (divisions binaires successives) de Leibniz⁸ puisque nous avons mobilisé, avec l'exemple de la prise de décision face à un risque d'avalanche, différentes facettes de la notion de liberté.



Ce que nous souhaiterions donc signifier par « la montagne, espace de liberté » et que, finalement, nous portons comme une revendication, se retrouve dans plutôt dans « la liberté de vouloir ». En effet, dans la définition de l'alpinisme, nous avons jusque là volontairement occulté un élément caractéristique de cette activité, les valeurs qui lui sont liées.

Les valeurs de l'alpinisme, fondement du processus d'acceptation du danger

« *La vie sociale des hauts lieux dépend principalement de l'image que la société s'en fait et non pas de l'expérience qu'elle en a* » (Seigneur, 2006, p. 17). Compte tenu du rôle prépondérant des médias dans notre société moderne, leurs discours sur l'alpinisme conditionnent largement l'image qu'elle se fait de notre activité. Or parce que « *le jeu médiatique à travers la recherche de nouveauté, d'informations percutantes, voire de sensationnalisme, joue un rôle clé dans ce processus d'amplification / atténuation de certains dangers sportifs* » (Kasperson et Kasperson, 1996), de nombreuses voix de notre communauté s'insurgent contre le traitement de l'alpinisme par les médias (parce qu'ils n'en parlent que lors d'accidents graves généralement, renforçant ainsi l'idée générale et fallacieuse que c'est un sport extrêmement dangereux). Il existe en effet un consensus pour souligner que si notre activité est pointée du doigt par la société à cause de l'engagement corporel qu'elle nécessite (exposition à des dangers), c'est parce que les médias parlent « mal » des alpinistes et de l'alpinisme. Ceci n'est évidemment pas faux mais il ne faut pas plonger dans l'illusion puisque si tel est effectivement le cas, nous pouvons supposer que l'une des causes en est **notre incapacité à faire valoir et à expliquer nos valeurs**. Néanmoins une mise au point s'impose : comme le souligne Majastre dès 1990 (mais c'est encore vrai), « *le sentiment de risque associé aux activités de vertige (escalade, saut à l'élastique, voire parapente ou deltaplane et alpinisme évidemment), essentiellement en vertu de leurs impacts potentiels, n'a pas de traduction directe dans le bilan chiffré des victimes du sport* ». Le même auteur souligne d'ailleurs « *qu'en France, il y a 5 fois plus de vacanciers à la mer qu'à la montagne, mais on se noie 13 fois plus qu'on ne meurt en alpinisme et randonnée* ». Le chiffre n'est pas actualisé mais il est peu probable que le rapport ait été profondément modifié. Par ailleurs, Soulé et Corneloup soulignent avec justesse que la baignade, qu'elle s'effectue en mer ou en piscine (elle aussi accidentogène puisque provoquant entre 50 et 80 décès par an d'après Lebihain (2002), soit plus que les sports d'hiver (Fleury, 1999) ou l'alpinisme), n'est pourtant pas considérée comme un « sport à risque ». Ceci constitue la double preuve des précédentes affirmations : **le rôle des médias est bel et bien prépondérant d'une part** (mais leur pouvoir de manipulation n'est pas absolu comme le souligne Noam Chomsky qui se réfère pour cela au vote des français contre le TCE évoqué *supra*, alors que la plupart des médias comme des principaux politiques invitaient à « voter pour »), et **il nous faut produire un discours qui reflète plus fidèlement la réalité pour transformer l'image de notre activité d'autre part**.

Selon Kaplan et Garrick (1981), **il faut distinguer à propos du risque ce qui peut arriver (scénario), les chances pour que le scénario se produise (probabilité) et enfin l'ampleur des dommages éventuels en cas de survenue (conséquences)**. A partir d'un scénario catastrophiste (qui sert le besoin de percuter et de sensationnalisme) et en occultant parfaitement le volet de la probabilité de survenue de ce scénario (généralement faible d'où cet « oubli »), les médias partent dans de nombreuses élucubrations sur les conséquences (nécessairement dramatiques puisque le scénario était catastrophiste). Notons que, par ailleurs, ces conséquences sont nécessairement potentielles dans la mesure où le scénario n'est que supputation mais en rien une vérité (nous nous souvenons comme exemple frappant « l'affaire des disparus de la Vanoise » ou plus récemment, durant l'été 2007, de l'égarement de deux jeunes dans le brouillard à proximité du Dôme du Goûter). L'alpiniste va, par les

valeurs qui le caractérisent, se concentrer à réduire la probabilité de survenue d'un accident parce qu'il aura envisagé les principaux scénarios plausibles ainsi que leurs conséquences potentielles car quel que soit le niveau de l'entreprise, l'objectif premier reste bien celui de revenir. Ceci est d'autant plus vérifiable que l'on tend vers « l'extrême », ce qui nous invite alors à remettre en doute l'hypothèse de Le Breton (lettre de l'OPMA N° 19) qui considère la pratique de l'extrême comme une forme d'ordalie moderne. Ainsi, il nous semble que, puisque « *la relativité du seuil d'acceptabilité des risques et les choix des sociétés qu'impliquent certaines décisions sécuritaires situent le débat sur le terrain politique et des valeurs* » (Soulé et Corneloup, 2007, p. 164), **la revendication et l'explication des valeurs de l'alpinisme tel que nous le concevons permettra à notre activité d'acquérir une reconnaissance sociale et politique.**

Pour notre société dans laquelle le risque est omniprésent au quotidien, l'inconnu fait peur et l'incertitude est largement bannie. Pourtant l'alpiniste, qui est avant tout un individu parmi d'autres de cette société, a développé une grande faculté pour la distanciation, c'est-à-dire une capacité plus élevée que la moyenne au discernement intellectuel et à la réaction adaptée face à une situation dangereuse, spectaculaire ou immédiate. C'est ce que le sociologue Norbert Elias nomme dès 1956 « *l'autocontrôle des émotions* ». Il oppose d'ailleurs à la distanciation, qui favorise donc la réflexion et « l'intelligence », à l'engagement, qui est « *un degré auquel une personne est affectée ou émue par le monde extérieur* » (Soulé et Corneloup, p95). Il s'agit donc par la distanciation, au lieu d'être paralysé par l'incertitude et la peur face à un danger (engagement), d'en tirer profit par un surcroît de motivation et de concentration : **le rapport singulier au danger de l'alpiniste s'explique donc par une grande maîtrise de ses états affectifs ainsi qu'une grande confiance en soi.** Pour Elias, il est en effet question de « *garder le contrôle de soi* », « *de conserver son sang-froid* », « *de faire preuve d'aplomb* » ou « *d'avoir de l'assurance* » par exemple. Il s'agit dès lors de tenter de comprendre pourquoi une frange isolée d'individus, issus d'un même groupe social (par exemple la société française), arrive à s'exposer intentionnellement à un danger plus ou moins marqué (mais présent puisque nous postulons que le risque zéro n'existe pas en montagne) et à le maîtriser (le plus souvent seulement !), alors que l'immense majorité des individus de ce même groupe demande exactement le contraire, la sécurité à outrance (des personnes mais aussi des biens ou des capitaux par exemple). **Cette demande de sécurité au sein d'une société caractérisée par l'omniprésence du risque trouve d'ailleurs actuellement un écho politique retentissant que chacun reconnaîtra...**

La prise de risque chez l'alpiniste est rationalisée dans l'action et procure même parfois du plaisir. Ce qui peut sembler irréaliste voire irrationnel provient en réalité des valeurs nécessitées par notre activité. D'abord l'exercice de gravir une montagne ne s'improvise pas, une ascension se préparant physiquement et mentalement, à l'échelle du ou des individus la prévoyant. Elle se prépare également, une fois le choix de l'itinéraire effectué, plus « concrètement » : quel topo offre le plus de précision pour l'approche puis la description de l'itinéraire, quel matériel est nécessaire, faut-il prévoir une nuit en refuge... ? Bien évidemment, plus on va tendre vers « l'extrême », plus la minutie de la préparation sera grande et ce pour réduire autant que possible l'incertitude et s'offrir au cours de l'ascension une certaine marge. Cette marge, qu'elle soit physique et mentale, permettra une meilleure réaction face à l'imprévu durant l'ascension. Cette seconde phase constituée par l'ascension, demande, elle, d'autres capacités que précédemment : là où la première phase faisait plutôt appel à des capacités générales d'organisation (qui peuvent varier d'un individu à l'autre mais qui ne vont pas particulièrement caractériser l'individu alpiniste), la seconde mobilisera des capacités personnelles et cruciales. **Ces capacités que sont l'initiative personnelle, l'anticipation, la volonté, l'autonomie dans le choix, la capacité à s'engager, à se**

maîtriser, à faire le geste juste ou à « lire » le terrain à partir de ses connaissances théoriques et techniques pourraient finalement se résumer en un terme : l'instinct. Ceci signifie donc que puisque le célèbre adage « *l'erreur est humaine* » est naturellement autant vrai pour l'individu alpiniste que pour chaque autre individu, l'accident est toujours possible malgré un comportement en accord l'exigence de sécurité que s'auto-imposent les alpinistes vis-à-vis de la société, elle aussi demandeuse. Ces capacités se développent ainsi par l'expérience et ce sont elles, précisément, qui vont permettre à l'alpiniste la réussite de son entreprise. Ce sont elles également qui vont susciter l'admiration et/ou la condamnation de la part de la société envers l'individu qui se sera extrait de la norme, parce que c'est « *l'extension indéfinie de l'Etat providence qui prévient la moindre prise de risque et qui tend, sauf rares exceptions, à décourager à la fois l'esprit d'aventure et les aventures de l'esprit* » (SLAMA, 2001). Or, dans le sens où il accepte l'incertitude, l'alpiniste a aujourd'hui « l'esprit d'aventure » aux yeux de la société. Mais certains écrits (Bérhault, Daudet, Rébuffat par exemple) montrent également que gravir une montagne dépasse largement une gestuelle : c'est bien « *une aventure de l'esprit* » car il y a communion entre l'homme et la « nature », entre le grimpeur et la montagne. Ceci met en exergue la réponse à une question laissée en suspens jusqu'ici : **qu'est-ce qui peut motiver certaines personnes à escalader des montagnes, comment trouver la volonté de se faire plaisir en se fatiguant, de repousser ses limites physiques et mentales parfois, pour accéder à un sommet ? La passion.** C'est donc un élément de réponse à la question souvent adressée aux alpinistes : « *mais pourquoi grimpez-vous ?* » Ceci expliquerait également pourquoi la société ne comprend pas notre plaisir, puisque une passion ne s'explique pas, elle se vit, elle s'exerce.

Préserver l'espace de liberté, c'est ainsi accepter « *le paradoxe de la liberté réglementée* » (Poizat, 1999) tout en refusant la normalisation d'un terrain dans lequel on ne peut évoluer, par définition, que selon sa propre envie et ses propres capacités. Ce qui est incompatible avec une norme qui équivaut à un conditionnement. **La passion est le carburant de ceux qui escaladent les sommets, elle ne rentrera jamais dans le cadre d'une norme puisqu'elle s'exerce, selon sa définition, par la liberté.** Le libre exercice des capacités évoquées *supra* nous laisse penser que l'alpiniste est libre malgré l'exigence de sécurité qui finalement, dictait notre comportement bien avant que la sécurité ne soit érigée en norme sociale (« *Grimpez si vous le voulez, mais n'oubliez jamais que le courage et la force ne sont rien sans prudence, et qu'un seul moment de négligence peut détruire une vie entière de bonheur* » -Edward Whymper-). D'ailleurs, beaucoup d'alpinistes, évoluant particulièrement sur des itinéraires de faible difficulté, ne se reconnaissent pas dans une définition de l'activité par un rapport à la mort telle celle avancée par Gilles Rotillon (lettre de l'OPMA N°18) justement parce qu'à leurs yeux, tout étant mis en œuvre pour qu'elle ne survienne pas malgré la conscience de cette sanction suprême, la mort ne les guette pas, le danger tendant de manière asymptotique vers le 0⁺. L'alpinisme est donc un fait social et à ce titre il se doit d'accepter un compromis entre les différentes parties prenantes puisque les acteurs impliqués dans la gestion des espaces montagnards sont confrontés à une double injonction (paradoxale) que relève Poizat : il faut d'une part préserver les espaces de liberté qui forment l'essence de nombreuses pratique de nature (dont l'alpinisme) et d'autre part, mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la sécurisation de ces espaces. Et comme le souligne Erik Decamp, il existe bien un jeu de mesure / démesure : « **nous sommes perçus comme des gens réfléchis (mesure) pratiquant une activité que toute personne réfléchie devrait s'abstenir de pratiquer –« sois prudent, encore que la prudence serait de ne pas y aller »- (démesure) si l'on s'en tient à des normes socialement acceptables** ». C'est ce jeu qui fait que la pratique (dite « à risque ») de l'alpinisme n'est pas, socialement parlant, purement et simplement rejeté puisque « *tant qu'elle concerne l'échelle de l'individu, elle*

exerce une certaine séduction » (Comte-Sponville, 2001) : selon Soulé et Corneloup, « elle (la conduite à risque) fascine et inspire là où la mesure suscite généralement l'ennui » ; en quelque sorte, la pratique de la montagne apporte aux alpinistes ce que la société est incapable de leur fournir au quotidien. Il s'agit dès lors de « *déroutiniser son existence* » par un engagement dans une pratique sportive à risque qui a une « *fonction de compensation de la pacification des modes de vie contemporains* » en contrastant « *le côté pesant et étouffant des normes et contraintes sociales* » (Soulé et Corneloup, p65). Nous pouvons souligner qu'il est possible d'attribuer une connotation politique à cette dernière citation.

« Peut-on être alpiniste et de gauche ? » (Erik Decamp)

Voici une question bien étrange au premier abord ! Il ne s'agira bien évidemment pas ici de savoir si les alpinistes votent à « gauche » ou à « droite » ni de discuter sur le fait que la majorité des alpinistes français ayant fait une grande carrière politique sont plutôt « de droite » (P. Mazeaud, M. Herzog, ou plus récemment F. Fillon ou C. Estrosi). Il ne s'agira pas non plus d'affirmer qu'il existe une corrélation entre sa vision de l'alpinisme et le bulletin de vote que l'on met dans l'urne (la dernière élection présidentielle ayant d'ailleurs souligné la complexité de ce processus, notamment puisqu'il semble avéré que l'on puisse voter contre une personne malgré le fait qu'elle représente le parti qui est le plus proche de ses convictions !). En revanche, **rechercher des points de cohésion entre sa vision d'une activité sportive et une idéologie politique à travers l'expression de valeurs communes** est déjà moins scabreux. Plus précisément, nous chercherons à **savoir s'il est possible d'établir des parallèles ou des points de convergence entre la manière dont l'individu alpiniste considère son activité et la place que les idéologies politiques donnent à ce même individu**. Pour cela, rappelons que nous ne considérons pas un espace de liberté comme un espace de non droit mais comme un espace dans lequel la pensée strictement normative a une alternative au profit de l'initiative, de la responsabilité (prise, assumée), de la solidarité, de l'engagement, de l'autonomie ou de l'échange. Or inversement, l'idéologie et le sens du discours des différents partis de la classe politique française en 2007 ne semble pas conférer à l'individu la même capacité d'exprimer sa liberté selon les notions précédemment exposées : chaque discours politique ne revêt pas le même sens à l'échelle de l'individu. Il faut donc reformuler plus précisément la question à laquelle nous allons répondre ainsi : **peut-on être alpiniste et avoir des idées de gauche ?**

La première difficulté va être évidemment de définir ce qu'est aujourd'hui une idée de gauche en raison du « *mouvement d'individuation* » souligné par PERRINEAU (2007) : notre société bascule vers « *un individualisme de déliaison, de désengagement, où l'exigence d'authenticité devient antagoniste de l'inscription dans un collectif*⁹ » (GAUCHET, 1990), ce qui a pour conséquence de brouiller le paysage politique fortement marqué par l'opposition gauche – droite notamment dans notre pays, puisque l'ayant vu naître, ce système y était particulièrement marqué. Certains sujets précédemment évoqués tel le TCE ont montré que ces catégories ne sont plus tellement pertinentes ; la tentative de François Bayrou de créer une alternative à cette bipolarisation terminologique de la vie politique française en est une seconde preuve. C'est pourquoi **il s'agit d'être particulièrement réservé sur l'attribution d'un discours à la « droite » ou à la « gauche », ces appellations n'étant plus véritablement représentatives** pour deux raisons : d'une part, à droite et plus encore à gauche, il existe une telle multitude de courants de pensée que les mettre au sein de la même entité constitue un brouillage supplémentaire et d'autre part, les mutations récentes de ces mêmes courants de pensées vers la « droite » sont une autre source de confusion (ainsi les

⁹ Le philosophe Marcel Gauchet s'interrogeait dès 1990 sur la « *désertion civique* »

principaux dirigeants actuels du Parti Socialiste Français prônent-ils une politique nettement plus « libérale » qu'au début des années 1980 par exemple comme en atteste le soutien du Président de la République à la candidature de D. Strauss-Kahn pour diriger le FMI). En conclusion, **l'inadaptation du cadre d'analyse peut amener une erreur dans la conclusion, ce pourquoi il me semble préférable de se référer aux courants de pensée** (le terme d'idéologie est désormais volontairement écarté en raison de ses connotations historiques) plutôt qu'aux partis politiques et pire encore, au dipôle gauche-droite aujourd'hui obsolète. Il n'est néanmoins pas difficile de rattacher, sur le plan de notre conception personnelle de la politique, certains courants de pensée aux partis les mettant en avant dans ses discours !

A première vue, les idées mises en avant dans la partie précédente laissent à penser que le discours des alpinistes tendrait plutôt vers un courant de pensée comme le libéralisme. Ainsi, l'appel à l'initiative personnelle, au sens des responsabilités, à l'investissement, à l'échange vise bien à réhabiliter l'individu en lui permettant de s'épanouir, de retrouver le goût du risque, la « rébellion » contre des normes trop restrictives ou l'illusion du système permettant (théoriquement) et incitant à la sécurité totale. L'alpiniste serait donc un individu « *risquophile* » par excellence, particulièrement bien inséré socialement¹⁰ dans une « *société d'individus* » (expression empruntée à Norbert Elias). Ces *risquophiles* s'opposeraient aux « *risquophobes*¹¹ » qui n'acceptent en rien la présence du risque. Mais malgré tout en mal de sensations, nous les retrouverions en montagne principalement sur des *via ferrate* ou des parcours « acrobranches » afin de vivre le risque par procuration. Ces « *risquophobes* » représenteraient l'essentiel de la population et constitueraient une « *société sécuritaire* ». L'ironie est ici utilisée pour souligner l'absurdité d'un tel raisonnement manichéen qui a pourtant son homonyme politique : le discours du MEDEF.

« *Sois mobile, flexible, adaptable, performant, polyvalent etc., ou autrement tu meurs, à tout le moins de cette mort sociale que représente la relégation hors des circuits de la production des richesses et de la distribution du pouvoir* » écrit Castel, soulignant de la manière la plus juste qu'il soit qu'il y a « *individus et individus* ». C'est en outre feindre d'oublier que « *les individus sont différemment configurés dans l'espace social, différemment dotés des ressources nécessaires pour développer des stratégies personnelles, prendre des initiatives, affronter les défis du changement* » comme le souligne toujours Castel. Alors quand Ernest-Antoine Seillière, qui oppose lui-même « *risquophiles* » et « *risquophobes* »¹² parle du « *nouveau positivisme* »¹³, gare à l'illusion dorée ! Lui aussi dénonce, comme les alpinistes, la prédominance de la pensée normative ou « *d'une époque qui fait la part belle à l'inquiétude* » (selon ses propres termes), ce qui peut constituer une cause de l'amalgame. Mais finalement, affirmer que le discours qui a été développé au cours de ces quelques pages est proche des idées de droite me semble faux car il occulte l'essentiel : comme le souligne Castel, **il y a bien « *risques et risques* » comme il y a « *individus et individus* »** et il faut par ailleurs s'attarder sur « *les conditions objectives et les situations dans lesquelles s'opèrent les prises de risque* ». Lorsque le Crédit Lyonnais spéculait sur une assurance californienne, « se rate » (il s'agirait d'une prise illégale de contrôle plus précisément) et se fait condamner par la justice américaine à une amende colossale (il a été convenu auparavant à l'amiable une amende de 575 millions de dollars prise en charge par l'Etat français), c'est le citoyen français qui paye (environ 10 euros par personne) : nous évoquons ici l'affaire Executive Life. Castel prend un autre exemple : « *la risquophilie de M. Seillière consiste, par exemple, à investir*

¹⁰ Se référer aux travaux de Corneloup pour les explications

¹¹ Les termes sont empruntés à Robert Castel qui a écrit l'article « *Risquophiles, risquophobes : l'individu selon le MEDEF* » paru dans le journal *Le Monde* du 6 juin 2001.

¹² Dans une interview à la revue *Risques*, N° 43, septembre 2000)

¹³ Dans un article qu'il a écrit, paru dans *Le Monde* du 08 septembre 2003

dans la société Marine-Wendel, tandis que la risquophobie est du côté des salariés d'AOM – Air Liberté qui ont la pusillanimité de vouloir défendre leur emploi » (il en sera de même pour ceux de la Swissair peu après). Nous évoquons la tentation du jugement moral et de la hiérarchisation morale des pratiques sportives de montagne ; Castel souligne que F. Ewald et D. Kessler se livrent à une véritable apologie du risque qui est le « *principe de reconnaissance de la valeur de l'individu* » ou « *la mesure de toutes choses* »¹⁴. Ainsi Castel relève-t-il que pour ces auteurs, « *c'est la capacité de prendre des risques qui hiérarchise et a toujours hiérarchisé les hommes les uns par rapport aux autres* ».

Ce type de discours n'est pas absent chez les alpinistes, au contraire : le principe même d'une récompense n'en serait-il pas la preuve... ? Nous ne pouvons que nous porter en faux contre ceci, toute personne réalisant une ascension en haute montagne étant un ou une alpiniste. D'ailleurs, à part quelques exceptions peut-être, **chaque alpiniste agit à l'unisson : il réduit la probabilité d'un accident en minimisant la prise de risque, en rapport avec son objectif** (ce qui ne signifie pas qu'il n'existe pas de degrés dans la prise de risque en alpinisme, en relation notamment avec la présence plus ou moins grande de dangers objectifs). Par ailleurs, nous l'avons souligné, **il est nécessaire qu'il y ait des règles en montagne comme ailleurs, qu'il y ait des lois qui définissent le cadre de la responsabilité notamment ; l'autre nécessité est qu'elles soient adaptées et harmonisées** entre les différents corps d'Etat concernés en fonction de la spécificité du milieu, ce qui n'est aujourd'hui que très peu le cas. Ainsi à titre d'exemple, lors du colloque « jeunes et montagne » à Chambéry le 12/09/2007, le commandant Alain Prallet (SDIS 73) soulignait que 14 ministères étaient concernés par la sécurité des refuges (!!!) ou que le décret applicable permettant le retour des groupes de mineurs en refuge était valable pour Jeunesse et Sports mais contraire à la loi pour le ministère de l'Intérieur. Alors *quid* en cas d'accident... ? En économie également, il existe différentes nuances dans le libéralisme : ces nuances ne remettent pas en cause un courant de pensée identique mobilisé au PS ou à l'UMP, mais constituent simplement la présence de degrés de règles différents, degrés sur lesquels porte le débat politique. Au centre de la discussion se situe la liberté : de droit d'une part et de fait d'autre part, et plus précisément la liberté de pouvoir. Il s'agit dès lors de trouver, à défaut d'un illusoire consensus social, une position s'en rapprochant le plus possible. En cela, il y a bien convergence entre les réflexions à propos de d'alpinisme et de la politique.

Conclusion

Ainsi, la montagne est un espace de vie et un espace de liberté. L'étude du lien entre alpinisme et politique nous a montré que l'association n'était absolument pas superflue et que la question d'Erik Decamp était pleine de sens. **L'intérêt de cette pratique en terme d'éducation de la personnalité est réel par les valeurs cruciales qu'elle mobilise.** Mais assurément, l'individu alpiniste n'est pas fondamentalement différent dans sa vie quotidienne, la vision qu'il se fait de sa pratique sportive étant dans notre cas (par la présence marquante des valeurs décrites), une influence parmi d'autres. Ces valeurs se retrouvent dans les discours et les actes de chacun. Pour différentes raisons, il existe encore blocages et préjugés de la société envers une activité avec qui elle a en réalité une certaine connivence. Inversement, ne nous voilons pas la face, nos discours sont encore emplis de préjugés envers cette société, la qualifier de « sécuritaire » étant à ce titre un remarquable exemple. **L'attention doit alors être portée sur nos discours, afin d'offrir aux jeunes particulièrement et à l'ensemble de la société plus généralement, une image plus appropriée d'une activité qui fait et fera toujours rêver,** assurément exceptionnelle et utile à plus d'un titre...

¹⁴ Le Débat, N° 109, mars-avril 2000

Gilles Rotillon

D'une manière générale, le texte d'Erik souligne l'ambiguïté qui existe bien souvent dans nos discours sur l'alpinisme (je ne me compte d'ailleurs pas trop dans ce « nos », car j'ai justement souvent essayé de dire et de critiquer cette ambivalence dans de nombreux textes. Evidemment, je ne suis sûrement pas sans reproches de ce côté là non plus, mais il y a longtemps que je suis sensible à cet aspect du discours que les alpinistes tiennent sur eux-mêmes et dont ils croient qu'il donne d'eux une image valorisante).

Sur la sécurité Erik note justement le caractère péjoratif de cet adjectif censé ne pas s'appliquer aux alpinistes qui eux ne sont pas ces gens frileux avides de préserver leur petit confort personnel.

Il n'y a pas d'un côté une société qui ne peut être qu'aliénante et de l'autre un havre de ressourcement qui est la haute montagne (à condition d'y faire un alpinisme de bon aloi selon des codes qui ne devraient rien à la dite société !). L'épouvantail du sécuritaire est bien commode pour se sentir « à part ». Comme si l'on pouvait s'échapper de la société qui nous a fait !

Comment peut-on être un alpiniste de gauche ? se demandait Erik. Peut-être d'abord en n'ayant pas une conception de l'individu qui le pense hors de la société, caractérisé par sa conscience de soi qu'il ne doit qu'à lui-même, alors qu'un individu naît toujours dans la société et que la co-existence précède toujours l'existence (je vous renvoie là-dessus au magnifique livre de François Flahaut, Le sentiment d'exister, Descartes et Cie).

Il faut s'y résigner, l'alpiniste n'est pas un être à part et sa pratique de l'alpinisme ne le rend pas meilleur que ceux qui n'en font pas (et en premier lieu les grimpeurs « aseptisés », j'y reviendrais).

En ayant aussi une vision historique de l'alpinisme. Là aussi il faut se résigner, l'alpinisme est une activité sociale, une invention des hommes de l'ère industrielle et non pas une manifestation innée de qualités exceptionnelles qui caractériseraient certains individus et pas d'autres. Être de droite, pour moi, c'est par exemple penser que les jeunes qui se suicident manifestent une fragilité personnelle qui ne devrait rien aux conditions concrètes de leur existence.

C'est pourquoi quand on cherche à comprendre pourquoi on va en montagne, il ne faut pas se poser la question abstraitement au niveau de motivations individuelles intemporelles. Ce qu'il faut comprendre c'est pourquoi à partir du 18^{ème} siècle certains hommes (situés socialement) se sont mis à avoir la passion de gravir des montagnes.

Bref, l'alpinisme n'est pas hors de la société qui l'a vu naître et je partage complètement les considérations d'Erik sur les « espaces de liberté » qui ne me semblent pas la meilleure façon de caractériser notre rapport à la montagne (et donc à la société).

Derrière ce débat, qui se traduit souvent dans des oppositions que je trouve stériles (espace de liberté/société aliénante, sécuritaire/ prise de risque assumée...) il y a souvent un relent d'élitisme ou d'aristocratie. Les alpinistes ne sont pas des modèles d'humanité et ce n'est pas parce qu'il osent, qu'ils sont admirables. Encore faut-il pouvoir oser !

Là-dessus aussi, je suis d'accord avec les développements d'Erik sur le risque. Il y a risque et risque (de chômage et de mort par exemple) et c'est pourquoi parler de sport à risque ne veut au sens propre strictement rien dire tant qu'on n'a pas qualifié le risque. Risque de quoi ? Je n'insiste pas sur ce point, ma position est bien connue, mais je ferais juste remarquer que la plupart des discours sur l'alpinisme sont largement euphémisés, se refusant justement à

qualifier les risques que nous prenons quand la société civile semble avoir une idée très claire du fait que le risque mortel fasse partie de notre pratique.

Je trouve que de trop nombreuses réactions d'alpinistes vont dans le sens d'une opposition entre ce qu'ils font et ce que font d'autres pratiquants, au premier rang desquels se situent les grimpeurs de voies « aseptisées ». Un jour à Kalymnos, j'ai rencontré Bernard dans un des secteurs de voies sportives qui en me voyant me dit « toi aussi tu viens dans le poulailler » (je cite de mémoire, mais le mot poulailler y était). J'avoue avoir été un peu choqué de son apostrophe qui m'a semblé clairement péjorative. Aller grimper à Kalymnos dans des voies très équipées est-ce répréhensible ? Je crois qu'il faudrait vraiment avoir un jour ce débat au fond. Doit-on hiérarchiser les pratiques ? Trouver du plaisir dans les voies Cambon est-ce le signe d'une perte de valeur ?

Et l'argument de « l'envahissement de nos territoires » (encore une expression de Bernard qui a d'ailleurs motivé un article de ma part dans le n°2 d'Altitude) ne me semble pas recevable. Qui grimpeait à Ailefroide ou aux rochers de l'homme avant que Cambon les équipe ? Qui allait à Kalymnos faire du terrain d'aventure avant l'équipement des falaises ?

La plupart des sites où se pratique l'escalade « aseptisée » (encore une fois je trouve que nous devrions bannir ce qualificatif de nos discours) sont des nouveaux sites qui étaient sans intérêt pour les alpinistes.

Bernard Vartanian

Les notions qu'Erik aborde sont essentielles en ce qui concerne l'alpinisme et sa rapide évolution, les hommes qui le pratiquent ou ce qu'en perçoivent ceux qui ne le pratiquent pas. On peut aborder ces notions sous différents angles. L'angle politique semble, une fois n'est pas coutume, essentiel aussi. J'avais l'ambition (*I had a dream...*) démesurée d'analyser ces notions en me référant à des lectures + ou - récentes sur la culture et l'art, la liberté et les servitudes... tâche qui s'avère démesurée vu le temps imparti et celui que je peux y consacrer. Voici quelques réflexions pour amorcer, tardivement, la discussion en partant de quelques-uns des propos d'Erik.

Etre alpiniste : celui qui prend le risque de s'aventurer en montagne, prend la liberté de choisir le but, le chemin et les moyens pour arriver au sommet et en redescendre, profite de cette espèce de plénitude du temps pour contempler la beauté et apprécier l'émotion du danger. Son activité est un jeu complexe, un des rares qui associe à ce point le corps et l'esprit. C'est celui pour qui l'aventure prend un sens et donne du sens à sa vie. Cette aventure, qui n'est pas un sport, qui au départ semble être une confrontation avec la montagne prend petit à petit la forme d'une confrontation avec soi en vue d'un accomplissement possible.

Etre de gauche : dans un pays dit démocratique où la loi prépondérante est la loi du marché, où l'idéologie survivante est le capitalisme, où la notion de classe devient périmée (le travail a changé, l'industrie s'installe ailleurs -- là où les salaires sont les plus bas, là où il ne peut y avoir *encore* de revendication --, il y a de moins en moins d'ouvriers) tenir cette position et agir (au minimum par le vote) est de + en + difficile honnêtement pour celui qui ambitionne une société plus juste, plus libre et plus démocratique. Des résistances se font pourtant sentir et s'organisent doucement. Dans la période de transition que nous vivons, finalement, avouer être de gauche (quelle gauche ?) est aussi inconfortable qu'avouer être alpiniste. C'est ne pas être de son temps en niant le profit pour le profit, le confort et la sécurité à tout prix, l'obligation du plaisir individuel, l'incitation sournoise à la consommation forcée d'objets

(où le sujet attaché à la chaîne production-consommation est lui-même un objet essentiel de ce processus) – si ce n'est d'autres --, la désincarnation des activités et du travail... de nouvelles servitudes sous couvert du culte d'un pseudo-individualisme. Alors il y a ceux qui ont le pouvoir (l'aristocratie diluée et insaisissable de l'argent et du pouvoir qu'il induit), ceux qui approuvent cette situation, en profitent + ou - ou rêvent d'en profiter, ceux qui rejettent et espèrent en militant ou votant à gauche et ceux qui sont laissés pour compte (qui n'ont que les miettes d'une surproduction pour survivre et ont perdu espoir en la politique si ce n'est les hommes ou l'homme). Ces derniers n'ont plus comme capital que leur vie et on se demande bien pourquoi, s'ils en avaient les moyens, ils iraient la risquer au bord de l'abîme : l'abîme, ils le côtoient tous les jours. Ils n'ont pas de temps libre à utiliser car ils ont tout le temps. De même ils n'ont pas de loisirs car ils n'ont plus le loisir de rêver. Ce luxe leur est même ôté. Leur seul problème est du présent : survivre et chaque jour de survie est déjà une victoire.

Espace, sécurité, liberté, assurance : nulle part l'homme n'est en sécurité. Lui-même peut être son propre ennemi. Mais partout il peut faire l'expérience de la liberté. Agir est un risque. Agir pour trouver, garder ou recouvrer son identité, maintenir ou accroître les libertés acquises, s'accomplir à sa mesure.

Dérogação, transgression : on ne peut solliciter de dérogation que d'un supérieur (hiérarchique, dans un domaine précis, à qui on reconnaît une autorité (plus grande que la sienne). C'est reconnaître la hiérarchie, voire l'élite ou l'aristocratie. Transgresser la loi, les habitudes c'est déroger et apparemment s'exclure du groupe. On peut le faire pour la bonne cause, le bien commun, ce qui est bon pour soi donc pour l'homme. Affronter un danger, vaincre une peur, une phobie en la dépassant c'est se libérer, avancer, devenir. Ce qui est positif pour soi peut être perçu comme négatif pour autrui, un mauvais exemple, une transgression.

Authentique : en ce qui concerne une action, une œuvre et même l'utilisation d'un simple mot, c'est ce qui fait référence et qui est reconnu, c'est ce qui vous parle, c'est ce en quoi on peut se reconnaître, c'est ce qui a ou donne du sens. C'est ce qui a valeur de vérité. Le contraire est ce qui est falsifié, illusoire, faussé, galvaudé. C'est un des 10 livres qu'on emmènerait dans une île, c'est un poème ou un tableau qui revient à la mémoire (qu'on s'est approprié) ou l'entreprise de Mallory. Peu ou pas de best-sellers le sont, de même aujourd'hui le mot culture ou « faire » un 4000 en caravane comme on fait le Louvre, Sézanne ou la Grèce en cohorte. L'authenticité n'est jamais vécue comme telle pendant l'acte de création. Elle apparaît toujours, parfois bien plus tard, quand autrui prend acte de l'œuvre. Ce n'est pas un jugement de valeur mais un acte de reconnaissance. Certain se reconnaît dans cette forme, dans cette idée, dans cet acte et en reconnaît ainsi l'auteur, le novateur, souvent disparu depuis longtemps.

Il y a bien sûr un amalgame à éviter quand on parle de personne authentique. Pour moi, c'est une personne simplement en accord avec elle-même, avec sa conscience (pas la bonne conscience bien sûr) à travers ses actes, ses idées et sa vie. Il peut y avoir mythification lorsqu'il y a intention de travestir ou simplement désir ou propension. Il y a alors récupération de la relation œuvre-auteur (objet-sujet) pour renforcer, entretenir des préjugés. Le mythe s'installe alors pour un temps et l'authentique disparaît. Alors qu'est ce qui fait de l'authenticité ? C'est quelque chose de mystérieux dans l'acte de la création, dans l'acte tout court. C'est ce qui relie au faire, à l'énergie qui pousse Mallory vers l'Everest. On ne peut qu'être modeste et humble devant le mystère de la création, de la force inexplicable qui pousse vers un but, comme devant la vie et sa contingence. Donner du sens à la vie, au temps imparti, à travers la création ou autre aventure (forcément dans le doute, l'incertitude, la

vulnérabilité, donc l'humilité et la modestie) est tout sauf volonté, de la part de l'auteur, de tricher. C'est résister en se laissant guider par une force intérieure, résister aux idées reçues, au formatage, à la propagande insidieuse qui s'infiltré sournoisement dans les rêves dès l'enfance (médiats), dont les moyens sont immenses aujourd'hui, d'un *totalitarisme mou* (qui fabrique les *vraies gens* qui en redemandent) et aux asservissements, résister au gaspillage organisé, résister à la barbarie et à ce qui semble maintenant être une pulsion collective de mort sans emblème cette fois (cf. croix gammée). Ce n'est pas être élitiste, mythomane, réactionnaire et fascisant de résister, de ne pas collaborer à ce *totalitarisme mou* qui détruit sans affronter, grignote l'humain comme la droite grignote le droit de grève pour ne parler que de celui-ci.

Risquophiles, risquophobes : Le prêche du baron Sellières relève de la basse propagande. Ses arguments et sa démonstration sont faussés. Il ne peut convaincre que lui-même (auto-conviction) et ses acolytes du Medef. Dans son discours, on peut situer Sellières comme le banquier dans un jeu inhumain (dont le seul enjeu est l'argent) où ceux qu'il nomme risquophobes sont exclus – hors-jeu – au départ (l'ascenseur social est hors-service depuis belle lurette) et ne pourraient jouer. Ils ne comptent pas. Sellières et consorts les ont exclus (en posant les règles du jeu) et les accusent en même temps de ne pas vouloir jouer alors qu'ils ne peuvent pas jouer, ne peuvent rien miser, ne peuvent rien risquer (hormis leur vie ou leur honneur ce qui n'est pas une garantie et n'a pas de valeur marchande aux yeux de Sellières). Si Sellières et le Medef se sont mis en position de gagner à tous les coups en se portant garant de ce jeu et ces règles (néo-libéralisme, globalisation, loi du marché, concurrence non-faussée...) et en se mettant du côté des plus forts, c'est qu'ils ne veulent pas prendre de risque : ce sont eux en fait les risquophobes. A preuve le port privilégié du parachute doré : la garantie de ne pas s'écraser lamentablement dans leurs entreprises bien qu'ils ne risquent pas, à ce jeu faussé, de tomber plus bas aux yeux de ceux qui ne sont pas admis ou ne se reconnaissent pas dans ce cercle restreint. Dans ces propos fallacieux dignes d'un bonimenteur, Sellières en proie à ses idées fixes, n'a pas entrevu le risque de s'exposer au ridicule du contradictoire et à l'opprobre de la critique. S'en soucie-t-il d'ailleurs ? Il semble ne connaître que la notion de risque financier (pour autrui) et les autres risques (humains) ne semblent pas l'éclabousser. Sa risquophilie affichée ou plutôt simulée, relève de l'émotion du danger de la bêtise, mais semble-t-il savoir ce que cela veut dire ? Possède-t-il aussi un parachute approprié qui le mettrait à l'abri de ce genre de danger ? Finalement, il a la liberté de devenir pauvre s'il veut bien prendre ce risque, sinon il tombe dans la catégorie des risquophobes. Le pauvre, lui, n'a pas la possibilité ou plutôt n'a plus la possibilité – l'ascenseur social est en panne pour une durée indéterminée – d'acquérir dans le temps de sa vie d'acquérir le moindre capital comparable à celui du baron S.

Espace de liberté : espace extérieur ou intérieur, définitions et expériences diverses de la liberté. Ambiguïtés. Démocratie en occident, son histoire et ses limites qui semblent aujourd'hui encore une fois atteintes, voire dépassées... La montagne et ses espaces. Certains sont depuis longtemps investis par le jeu impitoyable de la finance. Ils ne sont plus des ailleurs, des paysages naturels, des lieux de culture authentique. Ils ont été sacrifiés. D'autres espaces sont dits protégés (en sursis, avec la tentation constante de les grignoter, assujettis comme les réserves naturelles, zoos ou les réserves des indiens survivants dont on fait mourir à petit feu le milieu original, la culture – leur espace de liberté intérieur -- en les impliquant dans des entreprises emblèmes de ce qu'ils rejettent : les casinos par exemple, lieux de perte par excellence.) tout en étant exploités autrement : ce sont des espaces pseudo bonne-conscience comme la gauche (libérale) est la bonne-conscience aujourd'hui du néo-capitalisme. Dans ces réserves, les chamois eux-mêmes y perdent leur santé, leurs défenses,

leur identité, leur force et voient, d'un œil hagard et larmoyant de conjonctivite chronique et de peine, des touristes déambuler dans le même état : ils font la Vanoise, la Vésubie, l'Ossau – ici il est question des isards. Si on exclue les espaces consacrés aux touristes – équipés, bétonnés où mêmes les loisirs sont organisés, planifiés, plagifiés car le touriste d'aujourd'hui a été pour une large part amputé de son imagination, du rêve (influences des Club-Med, Disney Land : entrez sans souci, on s'occupe de tout). Mais on ne peut pas rêver pour autrui et le rêve est le seul espace d'intégrité, de liberté intérieure, qui lui reste en propre, lié à son enfance et à sa conscience profonde. C'est ce qui se défend encore en l'homme et qui sera à l'origine d'une renaissance lorsque des événements futurs ne manqueront pas de le mettre au pied du mur.

Déjà deux sortes d'espace en montagne : un espace où règne officiellement la loi du marché – station de ski par exemple -- et celui qui est comme son contraire – donc le cautionne, comme le blanc cautionne le noir, le bien le mal – la réserve naturelle. On y trouve tout hormis le naturel ; ici vous êtes sensé reconnaître le naturel, même si d'ici j'aperçois surtout du béton, des pylônes, des téléphériques, je sens encore les vapeurs de gas-oil monter ou celles du kérosène descendre, j'entends encore monter le bourdonnement du trafic routier ou descendre la brutale stridence des jets ou le bourdonnement des hélicos qui déposent 10 mètres derrière la frontière. Ces deux espaces qui ne sont pas apparemment des espaces dits de liberté puisque les touristes et même les habitants semblent en otages, asservis à des pouvoirs et des lois qui les dépassent, en sont pourtant : je peux choisir d'y aller ou pas, de dénoncer ou pas, de résister ou participer. J'ai encore la liberté du choix.

Des espaces sont équipés en montagne où l'on peut exercer de multiples activités telles que le ski de piste, le VTT, la randonnée, l'escalade, le canyoning... D'autres espaces non-aménagés, non-balisés, non-contrôlés sont dits espaces de liberté, terrains d'aventure. Pour l'alpiniste authentique, son espace de liberté est de plus en plus haut, de plus en plus tard ou plus tôt en saison, de plus en plus loin, sans être pourtant à l'abri de la contagion touristique, des dérives générées par l'évolution des mentalités et des pratiques dans les espaces précédents, elles-mêmes générées par les nouveaux cultes qui s'autorenforcent : celui du profit et celui du progrès, celui du corps et du paraître. Ces espaces, où la voie est libre (non encombrée de matériel, de cohortes en pèlerinage vers un Eldorado diffus), où l'on peut trouver l'harmonie entre l'intérieur et l'extérieur, où l'on peut faire l'expérience positive de la liberté (l'expérience négative étant : je suis libre de faire ce que je veux, tout et n'importe quoi – chaos – ou bien je me révolte, agis en réaction et finalement porte aussi atteinte à l'exercice de la liberté d'autrui qui n'a pas la même définition de la liberté que moi) il faut les chercher et les trouver. Ce ne sont pas des espaces où l'on retrouve toujours les mêmes, des tribus avec leurs codes – face sud de l'Aiguille du Midi -- ou bien les voies normales du Mont Maudit, du Mont Blanc, du Cervin ou même de L'Everest – attrait du mesurable (plus de 4 000, plus de 8 000, plus haut sommet) et de ce qui est à la mode. Ces espaces, il faut les imaginer, les rêver, les inventer. Lionel Terray parlait déjà de « la dernière carte de l'alpinisme » qui pour lui allait « se jouer en dehors des Alpes ». Il parlait déjà de jeu. Ceci pour l'alpinisme de haut-niveau qui avait alors une toute petite élite. Aujourd'hui, le niveau est tel qu'il est incohérent de parler d'élite. Que faire pour sortir du lot ? Tout a été fait dans les Alpes (on est tombé dans le quantitatif, la répétition, l'ornement) et si le nombre d'experts est proche de celui des non-experts, il n'y a plus de notion d'expert, d'élite et ce n'est pas plus mal dans un sens. Pour l'alpiniste comme pour l'artiste ou le philosophe, l'espace de liberté est infini. Le terrain n'est pas clos. Il n'y a pas de règles écrites et pourtant celui qui y déroge est, à ses yeux et au regard des autres, déchu. L'alpinisme n'est pas un sport. La volonté de réglementer l'alpinisme est la volonté de tuer l'alpinisme.

Ainsi, il est des variétés de pratiques de la montagne, de définitions de la liberté et des expériences que l'on peut en faire. De multiples combinaisons possibles et autant d'espaces

adaptés possibles où chacun peut trouver son compte, à condition d'être tolérant et respectueux. Pour provisoirement conclure, citons Georges Perec, un expert en espaces s'il en est un : « Bref, les espaces se sont multipliés, morcelés et diversifiés. Il y en a aujourd'hui de toutes tailles et de toutes sortes, pour tous les usages et toutes les fonctions. Vivre, c'est passer d'un espace à un autre, en essayant le plus possible de ne pas se cogner. »

Blancheur, pureté : qui discourt aujourd'hui sur la montagne, a le souci méticuleux d'éviter ces mots et surtout d'en tirer des images ou métaphores galvaudées, clichés souvent récupérés par diverses propagandes. Julien Torma, obscur écrivain parisien, a écrit : « La blancheur est ignoble », ce qui aurait dû donner à réfléchir. Et pourtant, en essayant de déchiffrer l'article du philosophe italien Gianni Vattimo sur Marc Batard (il parle de *montagne et ascèse* en particulier) dans la Stampa du 5 juillet, j'ai pu lire : « Poi, naturalmente, c'era la purezza della cime, il candore della neve (« Maria nive candidior » era il nome di un rifugio posto sotto la protezione della Vergine ai piedi del Cervinio).

Le blanc est l'absence (de couleur), le vide, le néant. Un mur, un cadre blanc, l'écran est ouvert sur l'infini des possibles. Il attend d'être investi par une idée, une forme pour être rempli. Celui qui est face au blanc (au vide) et qui se trouve soudain investi (par l'idée, la forme) doit ressentir cela comme le besoin de remplir le cadre ; en œuvrant, il va remplir alors une mission qui s'impose d'elle-même à lui. Une seule touche de couleur va troubler la solitude du blanc, établir une relation avec lui, commencer à animer, à donner vie à ce qui pouvait paraître éternellement endormi, mort – mais on peut réveiller la Belle au bois dormant. Est blanc le voile de la mariée -- qui va enterrer sa vie de jeune fille --, c'est aussi blanc que sera son linceul. Si le blanc n'est pas porté pour le deuil, il a l'apparence de la fin, la dilution dans l'infini, la mort tout en étant début, promesse. Il symbolise alors la fugacité du début, le temps court des choix faits en toute innocence. Peut-être porte-t-on le noir en signe de deuil pour conjurer, neutraliser ce blanc, éloigner le début de la fin, repousser les promesses non-saisies, non-tenues, intenable. Alors qu'est-ce que le noir ? Le noir est la confusion de toutes les couleurs prises dans la masse. Les couleurs y perdent irréversiblement leur poids, leur sens. Le noir est l'agonie en masse des couleurs, des individualités. Le noir est la couleur du renoncement. Il affiche l'égalisation, l'anonymat, le renoncement à l'identité personnelle (et par-là à la responsabilité) pour celle de la communauté, la masse, qui rassure, regroupe et porte les peurs. Noir et blanc ne sont pas contraires ni complémentaires. Sont-ce même des couleurs ? Juxtaposés, le noir et le blanc contrastent pourtant, comme l'abandon définitif et le total espoir ne peuvent se vivre simultanément.

En montagne, il y a le Mont-Blanc, la vallée Blanche, le glacier Blanc, l'aiguille Blanche de Peuterey, le Linceul ; mais il y a aussi le Mont Noir, le glacier Noir, la Montagne Noire, la Noire de Peuterey. Il y a la Vierge des Drus, la Vierge Noire du Rachais, les Aiguilles du Diable, le couloir du Diable. Le Mont Rose, la paroi Jaune sont moins connotés.

En bref, le discours des classes dirigeantes récupère celui des dirigés, l'enveloppe d'un emballage fait de valeurs et vertus chères à la tradition issue de l'histoire mais s'en soucient autant que de leur première chemise, brune ou pas. Ainsi le blanc est entaché du souvenir des chemises brunes, mais se méfier et/ou défier du blanc, c'est tomber dans le panneau. Pour moi le blanc restera attaché à ma première arrivée à Chamonix en mobylette, lorsqu'en sortant des gorges de la Dioz les glaciers du Mt Blanc – même si de près ils ne sont pas si blancs – me sont apparus sous le soleil – je n'avais pas de chemise noire.

Pour en finir (ici) avec l'ambiguïté : Denis de Tillinac écrit dans Libération que « le sport est foncièrement de droite ». L'alpinisme, qui n'est pas pour moi un sport, échappe à cette affirmation péremptoire de Tillinac qui s'affiche par ailleurs réac, rééditeur de Brasillac, fervent catholique, ami de Chirac et écrit pourtant dans Libé ; il est bien journaliste à Libé donc de « gauche : foncièrement, irrémédiablement », Tillinac dixit le 20 juillet. Libé en crise,

en période de transition, serait-il déjà sous contrôle des « grands groupes » multinationaux ? Dans son article, il s'en tire grâce à des pirouettes et je ne peux croire qu'il soit de gauche et que son article soit de gauche que parce que Libé a la renommée d'être un journal de gauche. L'est-il toujours ? Fallait-il toutes ces pirouettes à Tillinac pour comparer Sarkozy à un champion cycliste (Anquetil) en plein tour de France anabolisé ? Alfred Jarry a fait nettement mieux il y a plus d'un siècle (ce n'est pas difficile) en écrivant « La Passion [du Christ] considérée comme une course de côte » dans une revue : la Revue Blanche (pourtant), si mes souvenirs sont exacts.

Dire qu'une activité, comme l'alpinisme « éclairé » ou plutôt « éclairant », puisse avoir un pouvoir émancipateur n'est pas à mon avis tenir un discours élitiste qui pourrait alimenter une idéologie à tendance fasciste. Je ne vois pas le rapport.

Y a-t-il encore des idéologies adaptées, la possibilité d'une pensée utopiste aujourd'hui où seul l'individualisme est encouragé et seul l'instant présent compte ?

L'alpinisme, comme la littérature, est en crise perpétuelle. C'est ce qui le fait avancer, devenir comme ses pratiquants. Dans ces domaines, n'y a pas de tradition ou de révolution. On ne peut se revendiquer de l'une ou l'autre, défendre l'une ou condamner l'autre. On ne peut pas imposer de règles au nom de l'une ou l'autre. Personne ne détient de vérité, la liberté est la seule règle -- de taille ; liberté d'innover pour ne pas reproduire : il faut bien sûr *être résolument moderne* dans ces domaines. C'est la seule contrainte -- de taille aussi, mais nécessaire pour que l'alpinisme ou la littérature vive. Mais cette contrainte on ne peut l'imposer ni se l'imposer. C'est pour cela que l'injonction de Rimbaud est paradoxale -- comme *soyez naturel*. Sur le coup, l'alpiniste ou l'écrivain ne sait pas qu'il *fait du moderne*. Il sait seulement qu'il ne peut résister à une force, qu'il est conduit (donc momentanément non-libre), vers un but (à travers une création, le résultat alchimique de l'énergie employée, cf. l'artisan ou l'artiste) inconnu et ce à travers une action (un faire) dans laquelle il s'investit entièrement et prend un risque : la réalisation (du rêve), dont il avait une vague intuition, va-t-il être en accord avec lui-même, avec autrui ? Va-t-il, va-t-on, le reconnaître ou s'y reconnaître ? En innovant, l'alpiniste montre un chemin qu'il trace à l'aveuglette, fait l'histoire de l'alpinisme. Ce chemin peut être emprunté, poursuivi, si ce chemin a un sens, une direction. Ce n'est pas l'alpiniste qui compte -- ni l'écrivain. (On peut les admirer car à travers eux on peut entrevoir des possibilités, des réalisations possibles et des possibles de soi-même. Mais eux ne sont pas moi.) Ce qui compte, comme le dit Paul, c'est le chemin. Cette analyse reste entièrement valable pour toute forme d'alpinisme (innovant ou d'ambition modeste, mais authentique).

Everest en promo ! affiché par Alpi-Tour, filiale possible d'un géant de la distribution qui promet même des enterrements de 1^{ère} classe tout-compris au grand-public. Cela semble possible dans un avenir proche au train où vont les choses car la montagne a déjà ses best sellers (autant de summiters en une saison qu'il y en avait eu depuis la 1^{ère} ascension de L'Everest). On ne peut être contre la démocratisation de l'alpinisme comme on ne peut l'être pour celle de la Culture. On ne peut qu'être contre leur exploitation abusive (et mortelle) et leur récupération (et falsification) puisque que tout est devenu exploitable, récupérable, recyclable, y compris la subversion. Si des pratiques (celles qui ont un sens) sont émancipatrices, d'autres sont aliénantes ; elles défigurent l'espace, l'alpinisme et contaminent les esprits. On ne peut être client (et le client est roi) de la montagne. Bien sûr, un guide ou un accompagnateur a des clients mais ils ne sont pas ses otages, ses prisonniers, ses vaches à lait, même sur la montagne dite à vaches. Enseigner est un échange ; conduire un client vers des buts choisis ensemble c'est partager des joies et des épreuves, l'initier à la sécurité et à l'autonomie, lui montrer un chemin. Un guide est d'abord un alpiniste animé par la montagne

qui n'est alors pas un fond de commerce (contrairement à celle du marchand de souvenirs du Montanvers ou celle du promoteur qui ne représente rien d'autre). Son discours est surtout ce qu'il fait, ce qu'il donne à voir. Pour que le discours garde un sens, pour que le métier garde ses spécificités, le guide aussi doit résister, ne pas succomber à la facilité, à la reproduction, au rendement, à la tyrannie insidieuse, à la demande. Il doit rester ferme sur le contenu de l'offre pour conserver sa liberté, son intégrité, son savoir et son savoir-faire, bref sa dignité de sujet (du verbe faire) et ne pas devenir lui-même et ses clients des objets de la chaîne de la consommation, même si comme le dit Thomas McGuane dans « à la cadence de l'herbe » à propos de Bill, un vieil éleveur du Montana : « ... piquer des rages contre la politique agricole et, pire, sentir inexorablement qu'il marchait à contretemps, et qu'il vivait dans un pays trop content de le voir se tuer à exercer un métier qui n'existait sans doute déjà plus. »

Réflexions (suite)

Dire qu'une activité, comme l'alpinisme « éclairé » ou plutôt « éclairant », puisse avoir un pouvoir émancipateur n'est pas à mon avis tenir un discours élitiste qui pourrait alimenter une idéologie à tendance fasciste.

Y a-t-il encore des idéologies adaptées, la possibilité d'une pensée utopiste aujourd'hui où seul l'individualisme est encouragé et seul l'instant présent compte ?

L'alpinisme, comme la littérature, est en crise perpétuelle. C'est ce qui le fait avancer, devenir comme ses pratiquants. Dans ces domaines, n'y a pas de tradition ou de révolution. On ne peut se revendiquer de l'une ou l'autre, défendre l'une ou condamner l'autre. On ne peut pas imposer de règles au nom de l'une ou l'autre. Personne ne détient de vérité, la liberté est la seule règle, de taille ; liberté d'innover pour ne pas reproduire : il faut bien sûr *être résolument moderne* dans ces domaines. C'est la seule contrainte, de taille aussi, mais nécessaire pour que l'alpinisme ou la littérature vive. Mais cette contrainte on ne peut l'imposer ni se l'imposer. C'est pour cela que l'injonction de Rimbaud est paradoxale, comme *soyez naturel*. Sur le coup, l'alpiniste ou l'écrivain ne sait pas qu'il *fait du moderne*. Il sait seulement qu'il ne peut résister à une force, qu'il est conduit (donc momentanément non-libre), vers un but (une œuvre) inconnu et ce à travers une action (un faire) dans laquelle il s'investit entièrement et prend un risque : le résultat, dont il avait une vague intuition, va-t-il être en accord avec lui-même, avec autrui ? Va-t-il, va-t-on, le reconnaître ou s'y reconnaître ? En innovant, l'alpiniste montre un chemin, fait l'histoire de l'alpinisme. Ce chemin peut être emprunté, poursuivi, si ce chemin a un sens, une direction. Ce n'est pas l'alpiniste qui compte, ni l'écrivain. (On peut les admirer car à travers eux on peut entrevoir des possibilités, des possibles de soi-même. Eux ne sont pas moi.) Ce qui compte, comme le dit Paul, c'est le chemin.

Everest en promo ! affiché par Alpi-Tour, filiale possible d'un géant de la distribution qui promeut même des enterrements de 1^{ère} classe tout-compris au grand-public. Cela semble possible dans un avenir proche au train où vont les choses car la montagne a déjà ses best sellers. On ne peut être contre la démocratisation de l'alpinisme comme on ne peut l'être pour celle de la Culture. On ne peut qu'être contre leur exploitation abusive et leur récupération puisque que tout est devenu exploitable, récupérable, recyclable, y compris la subversion. Si des pratiques sont émancipatrices, d'autres sont aliénantes, défigurent l'espace, l'alpinisme et contaminent les esprits. On ne peut être client (et le client est roi) de la montagne. Bien sûr, un guide ou un accompagnateur a des clients mais ils ne sont pas ses otages, ses prisonniers, ses vaches à lait, même sur la montagne dite à vaches. Enseigner est un échange ; conduire un client vers des buts choisis ensemble c'est partager des joies et des épreuves, l'initier à la sécurité et à l'autonomie, lui montrer un chemin. Un guide est d'abord un alpiniste animé par la montagne qui n'est pas un fond de commerce. Son discours est ce qu'il fait, ce qu'il donne

à voir. Pour que le discours garde un sens, pour que le métier garde ses spécificités, le guide doit résister, ne pas succomber à la facilité, à la reproduction, au rendement, à la tyrannie, à la demande. Il doit rester ferme sur le contenu de l'offre pour conserver sa liberté, son intégrité, son savoir et son savoir-faire, même si comme le dit Thomas McGuane dans « à la cadence de l'herbe » à propos d'un vieil éleveur du Montana « ... piquer des rages contre la politique agricole et, pire, sentir inexorablement qu'il marchait à contretemps, et qu'il vivait dans un pays trop content de le voir se tuer à exercer un métier qui n'existait sans doute déjà plus. »

Je termine en renvoyant à la lettre courageuse d'un résistant à l'air du temps que je viens de découvrir cette semaine : celle de Marko Prezelj qui a refusé le Piolet d'or 2007. Mes récentes lectures m'encourageraient à approfondir les deux derniers sujets de l'OPMA qui s'inscrivent dans des réflexions urgentes sur l'évolution vertigineuse de notre société. Vais-je le faire ?

"Risquophiles", "risquophobes": l'individu selon le Medef, par Robert Castel

LE MONDE | 06.06.01 |

L'OFFENSIVE menée par le Medef au nom de la refondation sociale se présente, entre autres, comme une entreprise pour réhabiliter l'individu. Il s'agirait de le libérer des contraintes d'ordre bureaucratique et étatique qui sont autant d'obstacles à son épanouissement afin de retrouver l'esprit d'entreprise, le goût du risque, la volonté d'innover contre les réglementations tatillonnes, les pesanteurs de la loi et le carcan des systèmes de sécurisation dont l'Etat social a été le maître d'œuvre.

Il faut reconnaître que de telles propositions ont bénéficié d'une certaine audience au-delà même du cercle des chefs d'entreprise et des managers dont elles servent directement les intérêts (voir, par exemple, l'attitude ambivalente de certains syndicats comme la CFDT censés représenter des intérêts tout différents).

Cette complaisance tient à mon avis à deux raisons principales. D'une part, dans notre culture démocratique, l'individu est la valeur de référence. Personne, sauf à courir le risque de passer pour totalitaire, ne saurait contester que le respect de l'individu, la défense de son indépendance et la promotion de ses capacités sont, depuis la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, au fondement de notre modèle de société, qui est, comme le disait Norbert Elias, "*société d'individus*". D'autre part, les préconisations du Medef traduisent à leur manière une dynamique profonde qui sous-tend les transformations actuelles de cette société.

Celle-ci est traversée par des processus d'individualisation ou de décollectivisation, qui remodelent la plupart des secteurs de la vie sociale, à commencer par celui de l'organisation du travail.

Individualisation des tâches, des rémunérations et des carrières, appel à l'initiative personnelle, au sens des responsabilités, à l'investissement et à la mobilisation des agents sont présentés comme des impératifs catégoriques imposés par les mutations actuelles du capitalisme.

Il n'est question de contester ni le fait que l'individu représente bien une valeur éminente, ni que ces processus d'individualisation qui ont fait effraction dans le domaine de l'organisation du travail en raison de la nouvelle donne économique et technologique posent aujourd'hui des problèmes majeurs. On ne fera pas davantage au Medef le grief d'affirmer la nécessité de promouvoir des changements importants des systèmes de régulation sociale pour les ajuster à ce nouveau régime du travail.

A quelles conditions les travailleurs peuvent-ils affronter ces changements en demeurant des individus au sens positif du terme ? J'entends par là des sujets dotés d'un minimum d'indépendance, de capacités d'initiative et de reconnaissance sociale - qualités que l'on attribue à l'individu dans notre culture et qui furent d'ailleurs au fondement de l'idéologie libérale.

Or, force est de constater qu'à travers sa manière de vouloir imposer le changement, le Medef prend appui sur une représentation manichéenne de l'individu théoriquement inconsistante et moralement et politiquement indéfendable dans un régime démocratique.

Sois mobile, flexible, adaptable, performant, polyvalent, etc., ou autrement tu meurs, à tout le moins de cette mort sociale que représente la relégation hors des circuits de la production des richesses et de la distribution du pouvoir : l'instrumentalisation sauvage de la mobilité clive deux profils d'individus, les gagnants et les perdants, ceux dont les nouvelles règles du jeu maximisent les chances et ceux qui sont invalidés parce qu'ils ne savent pas ou ne peuvent pas jouer.

Mais le Medef omet de poser une question essentielle : à quelles conditions, c'est-à-dire avec quelles ressources, ou quels supports, peut-on jouer ce jeu sans être floué ? Car il y a individus et individus. Le Medef feint d'oublier que les individus sont différemment configurés dans l'espace social, différemment dotés des ressources nécessaires pour développer des stratégies personnelles, prendre des initiatives, affronter les défis du changement.

En particulier, pour ceux qui ne disposent pas de l'assise du capital, c'est l'établissement de protections collectives et de droits sociaux - droit du travail, protection sociale - qui avait permis à une majorité de salariés de disposer d'un minimum de sécurité dans le présent et d'assurances sur l'avenir. Démanteler ces systèmes de régulations collectives, en revenir par exemple de la loi au contrat, c'est vouloir faire exploser ce socle de garanties juridiques, légales, statutaires, qui ont permis de généraliser l'accès à la condition positive d'individu.

A la limite, on retrouverait face à face, comme au début de l'industrialisation, deux individus, l'employeur et l'employé, dont l'un mène le jeu parce qu'il dispose de toutes les cartes tandis que l'autre n'est qu'un individu par défaut, contraint d'en passer par la volonté du premier pour survivre. On sait ce que ce type de structure contractuelle a donné dans le passé et on croyait être définitivement sorti de ce genre de situations.

Faute de prendre en compte les conditions qui, pour le plus grand nombre, permettent l'accès à l'individualité positive, le Medef en est réduit à recourir, pour discréditer ceux qui résistent à ses oukases, à une pauvre psychologie de Café du commerce mâtinée de moralisme. M. Seillières lui-même oppose les "*risquophiles*" et les "*risquophobes*", ceux qui ont le courage d'accepter les défis du changement et ceux qui restent frileusement crispés sur la défense de leurs avantages acquis (interview à la revue *Risques*, n° 43, septembre 2000). Il faut sans doute entendre que la risquophilie de M. Seillières consiste, par exemple, à investir dans la société Marine-Wendel, tandis que la risquophobie est du côté des salariés d'AOM-Air Liberté qui ont la pusillanimité de vouloir défendre leur emploi.

Tout un chacun peut comprendre pourtant que l'audace de M. Seillières se réduit à prendre le risque d'engager une petite part de son capital en espérant gagner une plus grosse, tandis que les salariés des compagnies aériennes vont payer cette prise de risque du risque de perdre ce qui est au cœur de leur identité sociale.

Il y a individus et individus disais-je. L'individu Seillières peut n'avoir que faire de la sécurité de l'emploi, du droit du travail et de la protection sociale pour exister socialement. Ces "*avantages acquis*" - en fait pour la plupart des droits acquis ou conquis - sont au contraire de nature à le gêner dans ses entreprises. Mais ceux qu'il traite de risquophobes sont le plus souvent des salariés qui, ne pouvant asseoir leur indépendance sur un capital, ont besoin de sécurité et de protection attachées à leur emploi pour vivre et être reconnus comme des individus à part entière.

A un niveau apparemment supérieur de conceptualisation, François Ewald et Denis Kessler se livrent à une véritable apologie du risque "*principe de reconnaissance de la valeur de l'individu*", "*mesure de toutes choses*" (*Le Débat*, n° 109, mars-avril 2000). C'est la capacité de prendre des risques qui hiérarchise et a toujours hiérarchisé les hommes les uns par rapport aux autres. Il existe ainsi une véritable aristocratie du risque, qui domine la plèbe médiocre de tous ceux qui recherchent avant tout la sécurité. Aujourd'hui, un des méfaits majeurs de ce qu'on appelle l'Etat-providence consiste, en réduisant l'existence des risques, à déresponsabiliser les individus, qui préfèrent désormais la protection et la sécurité, c'est pourquoi nous vivons "*une étrange période de démoralisation*". Ce stupéfiant processus consistant à substantialiser, à hypostasier le risque, "*de toute éternité principe de la dignité de l'homme*", conduit à identifier des catégories complètement hétérogènes d'individus, le chasseur des sociétés néolithiques, le capitaine d'industrie, le repreneur d'entreprises, l'explorateur, mais aussi le chef de bande, l'escroc, le dealer, le mafioso ou le braqueur.

N'y a-t-il pas risques et risques ? Les conditions objectives et les situations sociales dans lesquelles s'opèrent les prises de risque ne sont jamais interrogées, dans cette étrange célébration "*des noces du risque et de la politique*". C'est pourtant l'essentiel. Il y a peu de choses en commun entre ceux qui prennent des risques à partir d'une condition sociale solide en faisant souvent payer à d'autres le prix de leur héroïsme, ceux qui risquent le dos au mur et payent de leur personne parce qu'ils n'ont pas d'autres ressources à mobiliser, et aussi ceux qui hésitent à prendre des risques - de perdre leur emploi par exemple - parce qu'ils savent que, comme à la roulette russe, s'ils perdent cela, ils perdent tout.

Il y a risques et risques parce qu'il y a individus et individus différemment dotés de ressources pour faire face aux risques. Mais dans un univers où le risque règne de toute éternité comme le principe suprême de la valeur, on conçoit que la seule manière de distinguer les individus soit, ici aussi, de l'ordre du jugement moral. Le rapport au risque clive alors deux populations

d'individus, *"ceux qui acceptent le risque, le revendiquent, assument leur condition d'animal voué au risque, et ceux qui le refusent, l'évitent, cherchent à se protéger - les courageux et les frileux"*.

Ce sont là de bien plates évaluations. Non point que l'être humain ne joue souvent sa dignité et son honneur sur sa capacité à affronter des risques ou à en prendre. Je n'ai pas d'intérêts dans les assurances et je suis autant que quiconque extrêmement critique à l'égard des obsessions sécuritaires et du souci éperdu de précautions qui caractérisent notre époque. Mais Thomas Hobbes, qui n'était pas un penseur tiède, avait déjà bien vu que l'homme ne peut survivre aux risques mortels de l'existence sociale sans un minimum de sécurité et de protection. Il avait compris aussi que seule la référence à la loi et une présence forte de l'Etat peuvent assurer au plus grand nombre ce minimum de sécurité contre une concurrence exacerbée qui fait de l'homme un loup pour l'homme.

On peut chanter les mérites de la prise de risque. Mais il faudrait alors intégrer dans ce discours le souci de ménager à tous des supports protecteurs pour que ces risques soient dans la mesure du possible démocratiquement partagés. On attend que le Medef prenne en compte cette dimension du problème afin de pouvoir peut-être alors parler sérieusement de refondation sociale.

En attendant donc, la conception de l'individu qu'entend promouvoir l'ultralibéralisme version Medef reste à la fois théoriquement pauvre et politiquement dangereuse en fonction des exigences qui devraient caractériser une société démocratique. Théoriquement pauvre : elle repose sur une conception substantialiste et an-historique de l'individu, qui serait doté en soi et par lui-même des capacités d'assurer son indépendance et d'affronter les risques du changement - alors que l'histoire sociale montre que le plein accès au statut d'individu s'est principalement constitué dans la société salariale à travers la conquête de droits et de protections, et qu'il est impensable si on ne prend pas en compte le rôle joué par l'Etat dans cette construction.

Mais la conception de l'individu que présente le Medef est également dangereuse dans une perspective démocratique parce que, poussée à son terme, elle aboutirait à casser ces conditions nécessaires pour constituer une société de semblables, à savoir un certain partage de ressources communes et de principes de cohésion de la société garantis par la loi et appuyés sur les droits sociaux. A la place, elle préconise un régime de concurrence dérégulée opposant deux populations d'individus en fonction de leurs performances mesurées à partir des seuls critères du marché. Manière paradoxale de réinventer une lutte des classes au moment où l'on demande d'enterrer le vieil antagonisme du capital et du travail.

Le modernisme du Medef s'accommode fort bien du moralisme le plus conformiste pour stigmatiser ceux qui n'ont pas pu, su ou voulu jouer le jeu qu'on veut leur imposer. Autrefois les *"mauvais pauvres"* ne pouvaient s'en prendre qu'à eux-mêmes de leur sort parce qu'ils étaient fainéants, intempérants, lascifs, sales et méchants. Version modernisée et quelque peu euphémisée de la même bonne conscience morale, méritent aujourd'hui l'invalidation sociale les risquophobes, les frileux et tous ceux qui demeurent si stupidement attachés aux acquis du passé qu'ils sont incapables de participer à l'avènement de ces lendemains qui chantent que nous prépare le capitalisme de demain. Il s'agit bien là d'un discours de dominants pour les dominants.

Robert Castel est sociologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).